

Art. 8. § 1. Artikel 2 van dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 tot hervorming van de mandatenregeling voor de ambtenaren-generaal van "Wallonie-Bruxelles International",

§ 2. De artikelen 4 tot 6 van dit besluit treden in werking op 1 juli 2014.

Art. 9. De Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 maart 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/202022]

27 FEVRIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 9 décembre 1993 relatif aux aides et aux interventions de la Région wallonne pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables, les articles 9 et 10;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE);

Considérant le plan national climat du 14 novembre 2002 et le décret du 13 novembre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'établissement, l'exécution et le suivi d'un Plan national Climat ainsi que l'établissement de rapports, dans le cadre de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto, conclu à Bruxelles le 14 novembre 2002;

Considérant le plan d'environnement pour un développement durable, approuvé par le Gouvernement wallon le 9 mars 1995;

Considérant qu'il convient de soutenir les programmes visant à améliorer l'efficacité énergétique des entreprises et d'accroître la part des sources renouvelables d'énergie dans le bilan d'énergie primaire de la Wallonie;

Considérant la mise en place avec des fédérations professionnelles d'accords de branche visant principalement à améliorer l'efficacité énergétique de ces secteurs, à les sensibiliser à investir dans les énergies renouvelables et à réduire leur impact environnemental au-delà du périmètre de leur activité intrinsèque;

Considérant qu'il est important de soutenir l'aide à la décision au sein des entreprises, en vue de leur permettre de mieux gérer leurs dépenses énergétiques;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 30 septembre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 3 octobre 2013;

Vu l'avis 54.595/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2014, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les Directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les Directives 2004/8/CE et 2006/32/CE et la Directive 2009/28/CE du Parlement européen du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o Ministre : le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions;

2^o entreprise : toute personne morale du secteur privé;

3^o Administration : le Service public de Wallonie, Direction générale opérationnelle Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie, Département de l'Energie et du Bâtiment durable;

4^o accord de branche : convention environnementale au sens de l'article D.82 du Code de l'Environnement relative à la réduction des émissions spécifiques de gaz à effet de serre et à l'amélioration de l'efficacité énergétique;

5^o déclaration d'intention : document signé par une entreprise au travers duquel cette entreprise déclare son intention d'adhérer à un accord de branche à conclure ou déjà conclu;

6^o source d'énergies renouvelables : toute source d'énergie, autre que les combustibles fossiles et les matières fissiles, dont la consommation ne limite pas son utilisation future, notamment l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, l'énergie géothermique et la biomasse;

7^o énergie finale : énergie facturée par un fournisseur;

8^o énergie primaire : énergie résultant de l'application aux énergies finales d'un facteur de conversion conforme à l'annexe 5, en vue de les exprimer dans une même unité physique permettant de les comparer;

9^o comptabilité énergétique : un système de comptabilité des flux énergétiques conforme au cahier de charges minimal de l'annexe 1^{re};

10° efficacité énergétique : mesure de la manière dont l'énergie consommée est utilisée pour aboutir à des produits générant de la valeur ajoutée, tenant compte de ce que les consommations d'énergie sont exprimées en énergie primaire, les produits sont exprimés en unités physiques;

11° audit énergétique : une procédure systématique, conforme au cahier de charges minimal de l'annexe 2;

12° audit énergétique global : audit énergétique appliqué à l'ensemble des bâtiments et des processus industriels présents dans un même périmètre;

13° étude de préféabilité : étude réalisée conformément au cahier de charges minimal de l'annexe 3;

14° étude de faisabilité : étude permettant de dimensionner de manière précise un type ou une marque spécifique d'équipement dans le cadre d'un investissement visant à recourir à l'usage d'énergies renouvelables ou à la cogénération biomasse de qualité et aboutissant à la rédaction des prescriptions techniques d'un cahier des charges;

15° note méthodologique : note contenant la méthodologie des accords de branche telle que publiée sur le site internet de l'Administration;

16° audit de suivi annuel : méthode d'évaluation et d'adaptation des indicateurs de suivi de l'efficacité énergétique et de la réduction des émissions de CO₂ telle que définie dans la note méthodologique;

17° organisme représentatif d'entreprises : organisme jouissant d'une personnalité juridique, représentatif d'entreprises qui exercent une activité de même nature ou qui sont confrontées à un problème environnemental commun, et qui est mandaté par tout ou partie de ses membres pour les aider à améliorer leur efficacité énergétique ou à participer à un accord de branche;

18° roadmap 2050 : étude et description, établies par un organisme représentatif d'entreprises ou une entreprise qui a signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises, de la vision de ses entreprises ou de l'entreprise en 2050, reprenant :

- leurs ou ses réponses attendues aux contraintes climatiques et éventuellement à celles liées au marché ou à d'autres contraintes réglementaires;

- une évaluation de leur ou de son exposition aux évolutions des prix des énergies fossiles et des matières premières, telles que définies dans la note méthodologique;

19° étude de pertinence de la roadmap 2050 : étude établie par un organisme représentatif d'entreprises ou une entreprise qui a signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises, qui a pour objectif d'identifier l'intérêt de la réalisation d'une roadmap 2050 ainsi que de mettre en évidence sa faisabilité et de déterminer les ressources nécessaires pour la réaliser;

20° auditeur énergétique agréé : personne physique agréée en vertu du chapitre 3;

21° agrément technique : agrément attestant qu'un produit ou un système réunit les conditions minimales de mise sur le marché;

22° jour ouvrable : tous les jours de la semaine, à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux;

23° jour : jour calendrier. Lors du calcul d'un délai en jours, si celui-ci expire un samedi, dimanche ou un jour férié légal, le délai est prolongé au jour ouvrable qui suit.

CHAPITRE II. — Des subventions

Section 1^{re}. — Des conditions d'octroi

Art. 3. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et conformément au présent chapitre, le Ministre peut accorder des subventions aux entreprises ou aux organismes représentatifs d'entreprises pour :

1° la réalisation d'un audit énergétique, d'un audit énergétique global, d'une étude de préféabilité, d'une étude de faisabilité, d'un audit de suivi annuel;

2° l'installation d'une comptabilité énergétique;

3° la réalisation d'une roadmap 2050, de l'étude de pertinence d'une roadmap 2050;

4° l'obtention d'un agrément technique;

5° la préparation, l'encadrement et le suivi d'un accord de branche;

6° la réalisation d'actions visant à améliorer l'efficacité énergétique.

Art. 4. Les différents audits et études doivent être réalisés par des auditeurs énergétiques agréés selon la procédure décrite au chapitre 3 ou par des auditeurs énergétiques, conformément à l'annexe 6.

Art. 5. Seules les personnes morales exerçant une activité industrielle peuvent solliciter une subvention pour la mise en œuvre d'une comptabilité énergétique.

La comptabilité peut être partielle uniquement si une étude de préféabilité a démontré l'intérêt technico-économique de limiter la comptabilité à une partie des installations.

L'octroi de la subvention portant sur l'installation d'une comptabilité énergétique implique, pour le bénéficiaire de la subvention, l'obligation de fournir à l'Administration, chaque année, pendant cinq ans, les informations relatives aux consommations énergétiques de l'entreprise au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration.

En cas de non transmission des informations relatives aux consommations énergétiques, et tant qu'il ne s'est pas régularisé sur ce point, le bénéficiaire de la subvention perd le droit de solliciter d'autres subventions en exécution du présent arrêté.

Art. 6. L'audit énergétique et l'audit énergétique global sont réalisés sur des installations existantes.

Art. 7. L'étude de préféabilité est réalisée sur des installations existantes, sauf lorsqu'il s'agit d'installations relatives à une source d'énergie renouvelable ou à une cogénération.

Art. 8. L'agrément technique est en lien avec l'efficacité énergétique ou contribue à une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie.

Section 2. — Du taux des subventions

Art. 9. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut accorder des subventions aux entreprises conformément à l'annexe 7.

Pendant la durée de validité de l'accord de branche, une seule subvention, par site d'exploitation, peut être accordée pour la réalisation d'une étude de faisabilité.

Art. 10. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Ministre peut accorder des subventions aux organismes représentatifs d'entreprises et aux entreprises qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises, conformément à l'annexe 8.

Section 3. — Des coûts éligibles

Art. 11. La subvention est calculée sur la base des coûts éligibles, hors T.V.A.

Art. 12. Pour la mise en œuvre d'une comptabilité énergétique, constituent les coûts éligibles la fourniture, la pose, l'installation, la mise en place et le raccordement des instruments de mesure des consommations énergétiques, les accessoires, les câbles, les armoires électriques, y compris les appareillages nécessaires au télé-service éventuel, les appareils d'enregistrement des données et les logiciels d'acquisition, d'analyse et de validation des données, ainsi que les frais de formation du personnel y relatif.

Le montant total de la subvention octroyée pour un même dossier ne peut dépasser 320.000 euros.

Art. 13. Pour la réalisation d'un audit énergétique, d'un audit énergétique global ou d'une étude de préféabilité, constituent les coûts éligibles les prestations nécessaires de l'auditeur énergétique agréé.

Pour les entreprises qui ont signé une déclaration d'intention ou qui sont partie prenante d'un accord de branche, les coûts éligibles comprennent également le coût du matériel de mesure, acquis ou loué par l'entreprise, nécessaire à la bonne fin de l'étude et le coût des prestations internes de l'entreprise si elles sont validées par l'auditeur énergétique agréé et jugées nécessaires à la réalisation de l'audit énergétique, de l'audit énergétique global, de l'étude de préféabilité ou de l'étude de faisabilité.

Le montant total de la subvention octroyée pour un même dossier ne peut dépasser 320.000 euros.

Art. 14. Pour la réalisation d'une étude de faisabilité, constituent les coûts éligibles les prestations nécessaires de l'auditeur énergétique.

Le montant total de la subvention octroyée pour un même dossier ne peut dépasser 320.000 euros.

Art. 15. Le Ministre peut accorder des subventions aux entreprises pour l'audit de suivi annuel s'il est réalisé en interne dans l'entreprise par une personne ayant suivi la formation adéquate identifiée dans la note méthodologique.

Pour la réalisation d'un audit de suivi annuel, constituent les coûts éligibles les prestations nécessaires de l'auditeur énergétique agréé et les prestations internes.

Les coûts éligibles sont limités à 4.000 euros.

Art. 16. Pour l'obtention d'un agrément technique, constituent les coûts éligibles les frais rendus nécessaires par la procédure d'agrément, tels que les frais d'essais techniques et de constitution du dossier.

Le montant total de la subvention octroyée pour un même dossier ne peut dépasser 320.000 euros.

Art. 17. § 1^{er}. Les organismes représentatifs d'entreprises et les entreprises qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises peuvent réaliser eux-mêmes les missions subventionnées ou les faire réaliser par un tiers.

§ 2. Pour les organismes représentatifs d'entreprises partie prenante d'un accord de branche, constituent les coûts éligibles pour la préparation, l'encadrement et le suivi de l'accord de branche, la réalisation d'une roadmap 2050 et de son étude de pertinence, les prestations internes de l'organisme représentatif des entreprises et les factures des prestataires externes nécessaires à la conception et à la réalisation des mesures, en ce compris les coûts de vérification du calcul d'agrégation des données des entreprises participantes à l'accord de branche.

Les coûts éligibles sont limités à 80.000 euros par an.

§ 3. Pour les entreprises qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises, constituent les coûts éligibles pour la réalisation d'une roadmap 2050 et de son étude de pertinence les prestations internes de l'entreprise et les factures des prestataires externes nécessaires à la conception et à la réalisation des mesures.

Les coûts éligibles sont limités à 20.000 euros par an.

Art. 18. Les actions visant à améliorer l'efficacité énergétique des entreprises membres de l'organisme représentatif d'entreprises doivent concerner un nombre d'entreprises affiliées à l'organisme qui représentent une quantité significative de l'énergie consommée par le secteur.

Pour la réalisation de mesures visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique d'un secteur, constituent les coûts éligibles, les prestations internes de l'organisme représentatif d'entreprises, les factures des prestataires externes et les fournitures nécessaires à la conception et à la réalisation des mesures.

Les coûts éligibles sont limités à 20.000 euros par an.

Art. 19. Le cumul de la subvention organisée par le présent arrêté avec d'autres subsides ou primes de la Région, des communautés, des provinces ou des communes n'est pas autorisé.

Section 4. — De la demande de subvention

Art. 20. Les demandes de subvention doivent être préalables à la date de la première facture relative aux audits, études et travaux pour lesquels la subvention est sollicitée.

Art. 21. Le dossier de demande de subvention est composé :

1° pour la mise en place d'une comptabilité énergétique :

- a) du formulaire de demande mis à disposition par l'Administration;
- b) du descriptif des travaux à réaliser et du matériel à installer;
- c) du devis estimatif relatif à la fourniture et au placement du matériel éligible à la subvention;
- d) d'une note explicative relative à la conformité des travaux au prescrit de l'annexe 1^{re};
- e) de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou pouvant être sollicitées pour la réalisation des travaux envisagés;

2° pour la réalisation d'un audit énergétique, d'un audit énergétique global, d'une étude de préféabilité, d'une étude de faisabilité et d'un audit de suivi annuel :

- a) du formulaire de demande mis à disposition par l'Administration;
- b) le cas échéant, de la copie du devis de l'auditeur énergétique agréé;
- c) s'il échet, de l'estimation des prestations internes validées par l'auditeur énergétique agréé;
- d) de l'attestation de l'auditeur énergétique certifiant qu'il dispose valablement, à la date de commande de l'audit énergétique, de l'agrément ou des agréments requis;
- e) de tous les documents relatifs aux sources de financement et aux subventions déjà perçues, sollicitées ou pouvant être sollicitées pour les études envisagées;

3° pour l'obtention d'un agrément technique :

- a) des numéros de compte bancaire et d'entreprise du demandeur;
 - b) d'un descriptif du produit ou service à faire tester de manière à démontrer qu'il améliore l'efficacité énergétique ou permet de réduire les émissions de CO₂;
 - c) d'un relevé des normes que ce produit ou service doit obtenir;
 - d) d'une identification des normes à vérifier, des tests à réaliser et de l'organisme habilité à réaliser les tests;
 - e) d'une offre de service pour la réalisation des tests faisant l'objet de la demande de subvention;
- 4° pour la réalisation d'une étude de pertinence de la roadmap 2050 ou d'une roadmap 2050 :
- a) des numéros de compte bancaire et d'entreprise du demandeur;
 - b) s'il échet, des offres de service pour les prestations externes;
 - c) de l'estimation des frais connexes;
 - d) s'il échet, de l'estimation des prestations internes;
- 5° pour la préparation, l'encadrement et le suivi d'un accord de branche :
- a) des numéros de compte bancaire et d'entreprise du demandeur;
 - b) s'il échet, des offres de service pour les prestations externes;
 - c) de l'estimation des frais connexes;
 - d) s'il échet, de l'estimation des prestations internes;
- 6° pour les opérations d'amélioration de l'efficacité énergétique :
- a) des numéros de compte bancaire et d'entreprise du demandeur;
 - b) s'il échet, des offres de service pour les prestations externes;
 - c) de l'estimation des frais connexes;
 - d) s'il échet, de l'estimation des prestations internes.

Art. 22. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de subvention, l'Administration envoie au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier est déclaré incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à dater de la réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'Administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la demande est irrecevable.

Dans le mois qui suit l'envoi de l'accusé de réception établissant le caractère complet de la demande, l'Administration notifie au demandeur le caractère recevable, ou non, de sa demande.

Art. 23. Le Ministre accorde la subvention pour un audit énergétique, un audit énergétique global, une étude de préféabilité, une étude de faisabilité, un audit de suivi annuel, une comptabilité énergétique, un agrément technique, une étude de pertinence de la roadmap 2050, une roadmap 2050 ou la préparation, l'encadrement et le suivi d'un accord de branche en considération de la pertinence de la demande.

Pour un audit énergétique, un audit énergétique global, une étude de préféabilité, une étude de faisabilité, un audit de suivi annuel ou une comptabilité énergétique, la pertinence de la demande est appréciée en fonction :

- 1° de la méthodologie et de la rigueur technique proposée;
- 2° de l'adéquation du projet à étudier au contexte de l'entreprise;
- 3° de l'estimation de la diminution potentielle de la consommation d'énergie primaire et des émissions de CO₂ qu'entraînent, *a priori*, les investissements ou projets à étudier, conformément aux exigences reprises dans les annexes correspondantes;
- 4° de l'adéquation avec la note méthodologique en vigueur dans le cadre des accords de branche s'il échet.

Pour un agrément technique, la pertinence de la demande est appréciée en fonction de l'adéquation des tests avec les exigences légales applicables au produit ou au système.

Pour une étude de pertinence d'une roadmap 2050 ou une roadmap 2050, la préparation, l'encadrement et le suivi d'un accord de branche, la pertinence de la demande est appréciée au regard de l'adéquation du projet avec la note méthodologique.

Pour les opérations d'amélioration de l'efficacité énergétique, la pertinence de la demande est appréciée en fonction de l'impact du projet sur la mobilisation des entreprises membres vis-à-vis de leur gestion énergétique et de son apport à l'amélioration de l'efficacité énergétique de ces entreprises.

Art. 24. La décision d'octroi de la subvention peut être conditionnée à la modification de certains aspects techniques du dossier de demande.

Art. 25. Le Ministre ou son délégué peut préciser le contenu des documents visés au présent chapitre et déterminer leur forme et leurs modalités d'application.

Section 5. — De la liquidation de la subvention

Art. 26. § 1^{er}. La demande de liquidation de la subvention pour l'installation d'une comptabilité énergétique doit être introduite auprès de l'Administration dans les deux ans à dater de la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Cette demande de liquidation s'effectue sur la base d'une déclaration de créance émise par l'entreprise en deux exemplaires originaux et certifiés, accompagnée des justificatifs des dépenses et d'un rapport final présentant la comptabilité énergétique mise en place dans l'entreprise et après acceptation de ce rapport par le Ministre ou son délégué.

§ 2. La demande de liquidation de la subvention pour un audit énergétique, un audit énergétique global, une étude de préféabilité, une étude de faisabilité ou un audit de suivi annuel doit être introduite auprès de l'Administration dans un délai de un an à dater de la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Cette demande de liquidation s'effectue sur la base d'une déclaration de créance émise par l'entreprise en deux exemplaires originaux et certifiés, accompagnée des justificatifs des dépenses et d'un rapport final présentant les résultats de l'étude.

§ 3. La demande de liquidation de la subvention pour la réalisation d'une étude de pertinence de la roadmap 2050 ou d'une roadmap 2050 doit être introduite auprès de l'Administration dans un délai de trois ans à dater de la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Cette demande de liquidation s'effectue sur la base d'une déclaration de créance émise par l'organisme représentatif d'entreprises ou par l'entreprise en deux exemplaires originaux et certifiés, accompagnée des justificatifs des dépenses en ce compris un relevé des prestations internes et des services fournis par des tiers et d'un rapport final public.

§ 4. La demande de liquidation de la subvention pour la préparation, l'encadrement et le suivi d'un accord de branche ou pour les opérations d'amélioration de l'efficacité énergétique doit être introduite auprès de l'Administration dans un délai de deux ans à dater de la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Cette demande de liquidation s'effectue sur la base d'une déclaration de créance émise par l'organisme représentatif d'entreprises en deux exemplaires originaux et certifiés, accompagnée des justificatifs des dépenses en ce compris un relevé des prestations internes et des services fournis par des tiers et d'un rapport final public.

§ 5. A défaut d'avoir respecté les délais visés aux paragraphes 1^{er} à 4, la décision d'octroi est caduque.

Art. 27. Dans les 10 jours ouvrables qui suivent la réception de la demande de liquidation de la subvention, l'Administration envoie un accusé de réception au demandeur précisant si le dossier de demande est complet ou non.

Si le dossier est incomplet, le demandeur dispose d'un délai de deux mois prenant cours à la date de réception de l'accusé de réception pour fournir les éléments manquants.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur a fait parvenir les renseignements demandés, l'Administration envoie au demandeur un second accusé de réception qui précise le caractère complet de son dossier.

Si, au terme du délai visé à l'alinéa 2, le demandeur n'a pas donné les renseignements sollicités, la décision d'octroi est caduque.

CHAPITRE III. — *De l'agrément des auditeurs énergétiques*

Art. 28. Les auditeurs énergétiques peuvent être agréés dans les domaines de compétences suivants :

- 1° bâtiments;
- 2° processus industriels;
- 3° production d'énergie renouvelable et cogénération;
- 4° éclairage.

Art. 29. § 1^{er}. Les agréments en qualité d'auditeur énergétique peuvent être obtenus par toute personne physique répondant, au moins, aux conditions suivantes :

1° soit justifier d'une expérience d'au moins cinq ans dans le domaine de compétence demandé, soit disposer d'un diplôme de Master en ingénieur civil, de Master en architecture, de Master en sciences de l'ingénieur industriel;

2° être indépendant de tout fournisseur d'énergie, d'équipements ou de travaux visés dans l'audit énergétique, l'audit énergétique global ou l'étude de préfaisabilité;

3° ne pas avoir fait l'objet, moins de trois ans avant l'introduction de la demande d'agrément, d'une décision de retrait de l'agrément dans la compétence correspondant à l'agrément demandé ou d'une décision de non prolongation de l'agrément d'un an dans la compétence correspondant à l'agrément demandé en application du présent arrêté, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), ou de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA).

§ 2. La demande d'agrément est introduite au moyen du formulaire de demande mis à disposition par l'Administration.

Le dossier de demande d'agrément comporte les éléments suivants :

- 1° les nom, adresse et profession du demandeur;
- 2° une copie du diplôme requis ou tout document attestant du niveau d'expérience exigé au paragraphe 1^{er}, 1°;
- 3° une description des moyens techniques dont le demandeur dispose;
- 4° une copie d'au minimum trois rapports d'audit ou étude réalisés par le demandeur au cours des trois dernières années précédant la demande et portant sur le domaine de compétence pour lequel le demandeur souhaite être agréé.

§ 3. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception du dossier de demande, l'Administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet.

Si le dossier de demande est incomplet, l'accusé de réception relève également les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de la réception du dossier complet.

Le Ministre statue sur la demande d'agrément dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Ce délai est porté à soixante jours si le demandeur a été entendu par le Ministre ou son délégué. Le Ministre notifie sa décision au demandeur dans un délai de septante-cinq jours à dater de la réception du dossier complet. Si le demandeur a été entendu par le Ministre ou son délégué, le délai est porté à nonante jours.

La demande d'agrément est analysée sur la base des éléments composant le dossier de demande d'agrément. La qualité des rapports visés au paragraphe 2, alinéa 2, 4°, est examinée sur la base des critères de qualité repris à l'annexe 4.

Le cas échéant, l'agrément est octroyé pour une durée de cinq ans à dater de la notification de la décision du Ministre.

Art. 30. L'agrément peut être renouvelé lorsque l'auditeur énergétique a, au cours de la période d'agrément échue, réalisé au moins trois audits ou études conformes aux exigences du présent arrêté pour chaque domaine de compétence pour lequel l'agrément est demandé.

La demande de renouvellement est introduite conformément à l'article 29, § 2, et au plus tard cent vingt jours avant la date d'expiration de l'agrément. Dans ce cas, l'agrément est prolongé jusqu'au moment où le Ministre a statué sur la demande de renouvellement.

La demande de renouvellement est instruite conformément à l'article 29, § 3.

Art. 31. § 1^{er}. En cas d'impossibilité pour un demandeur détenteur d'un des diplômes énumérés au paragraphe 1^{er} de l'article 29 de produire, dans sa demande d'agrément, les rapports visés à l'article 29, § 2, alinéa 2, 4^o, l'agrément a une durée d'un an à dater de la notification de la décision du Ministre.

Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, le bénéficiaire de l'agrément a l'obligation de transmettre à l'Administration copie des trois rapports réalisés dans le cadre de son agrément dans les quinze jours de leur rédaction.

La qualité des rapports transmis est examinée sur la base des critères de qualité repris à l'annexe 4.

§ 2. Dans les trente jours suivant la réception des rapports, le Ministre ou son délégué indique au bénéficiaire si le contrôle précité à l'alinéa 3 ne révèle aucun manquement.

Au plus tard quarante jours avant la date de fin de cette première année d'agrément, le Ministre ou son délégué notifie au bénéficiaire de l'agrément la non prolongation de celui-ci dans le cas où :

1^o les contrôles visés à l'alinéa 3, ont révélé des manquements répétés;

2^o l'auditeur énergétique agréé n'a pas produit les rapports visés à l'alinéa 2;

A l'issue de cette première année d'agrément, si les contrôles précités à l'alinéa 3 du paragraphe 1^{er} n'ont relevé aucun manquement répété, l'agrément est prolongé par le Ministre pour une durée de quatre ans, renouvelable conformément à l'article 30.

Art. 32. Sans préjudice des possibilités de sanctions, l'Administration peut imposer à l'auditeur de corriger les audits ou études dont la mauvaise qualité a été constatée.

Le Ministre ou son délégué est habilité à contrôler les audits ou études réalisés par les auditeurs énergétique agréés.

Lorsque le Ministre ou son délégué constate des manquements dans un audit ou une étude, il en informe l'auditeur par courrier.

Ce courrier mentionne le ou les rapports d'audit ou d'étude concernés ainsi que les critères de qualité repris à l'annexe 4 dont le manquement est constaté et invite l'auditeur à être entendu. Lors de son audition, ce dernier fait valoir ses arguments quant aux manquements constatés. Suite à cette audition ou si l'auditeur énergétique agréé refuse d'être auditionné, le Ministre décide, le cas échéant, de l'envoi d'un avertissement, de la suspension ou du retrait d'agrément.

Le Ministre ou son délégué peut sanctionner l'auditeur qui a établi un audit ou une étude qui ne répond pas aux critères de qualité fixés à l'annexe 4. Il notifie sa décision à l'auditeur énergétique.

L'agrément octroyé à un auditeur énergétique en vertu :

1^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA);

2^o de l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 mars 2013 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA), est, pour les compétences correspondantes, suspendu pour une durée identique à celle décidée par le Ministre pour l'agrément suspendu en application du présent arrêté ou prend fin de plein droit si l'agrément donné en application du présent arrêté est retiré.

Art. 33. L'Administration publie et tient à jour la liste des auditeurs énergétiques agréés en qualité d'auditeur énergétique bâtiment, en qualité d'auditeur énergétique processus industriels, en qualité d'auditeur énergétique production d'énergie renouvelable et cogénération et en qualité d'auditeur énergétique éclairage.

CHAPITRE IV. — *De l'agrément complémentaire lié aux accords de branche des auditeurs énergétiques agréés*

Art. 34. § 1^{er}. L'agrément complémentaire lié aux accords de branche peut être obtenu par toute personne physique répondant, au moins, aux conditions suivantes :

1^o disposer des agréments en qualité d'auditeur énergétique bâtiment et processus industriels et énergies renouvelables et cogénération pour une période de cinq ans;

2^o attester d'une expérience concernant les aspects énergétique dans le domaine industriel;

3^o avoir suivi une journée d'étude à caractère technique industriel conformément au prescrit de la note méthodologique;

4^o ne pas avoir fait l'objet, moins de trois ans avant l'introduction de la demande d'agrément complémentaire, d'une décision de retrait d'agrément complémentaire.

§ 2. La demande de suivi de la journée d'étude à caractère technique industriel est introduite auprès de l'Administration.

Le dossier de demande comporte au minimum les éléments suivants :

1^o les nom, adresse et profession du demandeur;

2^o les références attestant de son expérience concernant les aspects énergétiques dans le domaine industriel.

§ 3. Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception du dossier de demande de participation à la journée d'étude à caractère technique industriel, l'Administration adresse au demandeur un accusé de réception qui précise si le dossier de demande est complet. Si le dossier est incomplet, l'accusé de réception relève les pièces manquantes et précise que la procédure recommence à dater de la réception du dossier complet ou non.

Dans les six mois qui suivent la réception du dossier de demande complet, l'Administration adresse au demandeur les informations relatives à la prochaine journée d'étude à caractère technique industriel.

Le certificat d'agrément complémentaire est envoyé au demandeur dans les trois mois à dater du suivi de la journée d'étude à caractère technique industriel.

L'agrément complémentaire lié aux accords de branche est accordé pour une période de deux ans maximum ou pour la durée la plus courte restante de l'agrément en qualité d'auditeur énergétique bâtiment ou de l'agrément en qualité d'auditeur énergétique processus industriels ou de l'agrément en matière d'énergies renouvelables si cette durée est inférieure à deux ans.

§ 4. La demande de renouvellement est instruite suivant la procédure établie aux paragraphes 2 et 3. Toutefois, si la demande de suivi de la journée à caractère technique industriel a été introduite six mois avant la date d'expiration de l'agrément complémentaire, il est prolongé, si nécessaire, jusqu'au moment où la journée technique à caractère industriel est organisée par l'Administration.

Art. 35. Le Ministre ou son délégué est habilité à contrôler les audits et études réalisés par un auditeur énergétique agréé disposant de l'agrément complémentaire lié aux accords de branche.

Le Ministre peut sanctionner l'auditeur qui a établi un audit ou une étude qui ne répond pas aux critères de qualité fixés à l'annexe 4.

Sans préjudice des possibilités de sanctions, l'Administration peut imposer à l'auditeur de corriger les audits ou études dont la mauvaise qualité a été constatée.

Lorsque le Ministre ou son délégué constate des manquements dans un audit ou une étude, il en informe l'auditeur par courrier.

Ce courrier mentionne le ou les rapports d'audit ou d'étude concernés ainsi que les critères de qualité définis à l'annexe 4 dont le manquement est constaté et invite l'auditeur à être entendu. Lors de son audition, ce dernier fait valoir ses arguments quant aux manquements constatés. Suite à cette audition ou si l'auditeur énergétique agréé refuse d'être auditionné, le Ministre décide, le cas échéant, de l'envoi d'un avertissement, de la suspension ou du retrait d'agrément.

Le Ministre ou son délégué notifie sa décision à l'auditeur énergétique.

Art. 36. L'Administration publie et tient à jour la liste des auditeurs énergétiques agréés titulaires de l'agrément complémentaire lié aux accords de branche.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires*

Art. 37. Les demandes de subvention introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent soumises à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Art. 38. Le présent arrêté s'applique aux demandes d'agrément en cours d'instruction au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Art. 39. Le présent arrêté s'applique aux agréments obtenus avant l'entrée en vigueur du présent arrêté dans le cadre de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), dans les conditions suivantes :

1° bénéficient d'un agrément en qualité d'auditeur énergétique bâtiment, les auditeurs agréés qui ont obtenu leur agrément pour un des domaines de compétence suivants :

a) audit énergétique de bâtiments;

b) audit de systèmes de chauffage, de ventilation et de conditionnement d'air;

2° bénéficient d'un agrément en qualité d'auditeur énergétique éclairage, les auditeurs agréés qui ont obtenu leur agrément pour le domaine de compétence relatif à la réalisation d'audit de systèmes d'éclairage;

3° bénéficient d'un agrément en qualité d'auditeur énergétique processus industriels, les auditeurs agréés qui ont obtenu leur agrément pour le domaine de compétence relatif à la réalisation d'audit énergétique de processus industriels;

4° bénéficient d'un agrément en qualité d'auditeur énergétique production d'énergie renouvelable et cogénération, les auditeurs agréés qui ont obtenu leur agrément pour le domaine de compétence relatif à la réalisation d'audit de système de production d'énergie à partir de sources renouvelables.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 40. En cas de fraude au présent arrêté ou à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), le bénéficiaire ne peut pas solliciter de nouvelle subvention au sens du présent arrêté pendant dix ans à dater de la découverte de la fraude.

Art. 41. L'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), tel que modifié par l'arrêté du gouvernement wallon du 16 septembre 2010 et l'arrêté du gouvernement wallon du 2 février 2012, est abrogé.

Art. 42. Le présent arrêté et ses annexes entrent en vigueur au jour de leur signature, à l'exception des chapitres 3 et 4 contenant les articles 28 à 36 et des annexes 4 et 5, qui entrent en vigueur à dater de leur publication au *Moniteur belge*.

Art. 43. Le présent arrêté peut être identifié par le terme « AMURE ».

Art. 44. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 1^{re}**Cahier des charges minimal pour l'installation d'une comptabilité énergétique**

1. Objectif

La comptabilité énergétique a pour objectif de suivre dans le temps l'ensemble des consommations énergétiques d'une entreprise et d'éclairer et de nourrir les décisions à prendre en matière de gestion énergétique en assurant notamment :

1° la collecte, le traitement et la communication d'informations relatives aux vecteurs énergétiques consommés par unité technique d'exploitation, système, produit, point de consommation, service, usage ou entité;

2° l'établissement de ratios de consommation par unité technique d'exploitation, système, produit, point de consommation, service, usage ou entité;

3° une fonction d'alerte et de contrôle des dérives en matière de consommation énergétique;

4° l'évaluation de l'impact de mesures mises en œuvre.

2. Exigences

§ 1^{er}. La comptabilité énergétique doit permettre :

1° la collecte, en unités physiques, des consommations d'énergie, des volumes de production et leurs différents usages, par vecteur et affectation, indépendamment des prix et des tarifs et ce pour au minimum 75 % des consommations énergétiques totales du site;

2° le rapatriement automatique des données vers un point de centralisation;

3° la construction d'indicateurs basés, notamment, sur les consommations spécifiques;

4° un suivi régulier, au minimum avec une fréquence mensuelle, de la situation dans le temps permettant une réaction rapide à toute dérive ou anomalie;

5° la prise en compte de toute variation importante du mix produit, du niveau de production, de changement de procédé;

6° l'intégration de toutes les étapes de gestion de l'information : acquisition et traitement des données pertinentes, construction d'indicateurs opérationnels, communication aux personnes susceptibles de prendre des mesures, suivi continu de l'évolution. Les résultats devront notamment être présentés sous forme d'amélioration de la performance énergétique et d'amélioration du bilan énergétique dans l'absolu.

§ 2. Dans le fonctionnement d'une comptabilité énergétique, trois phases sont à distinguer :

1° le recueil des données :

Le recueil des données doit permettre d'identifier les systèmes et les points de consommation, en distinguant le cas échéant les usages et ainsi d'obtenir une vision d'ensemble des consommations.

Chaque système, ligne de production et point de consommation doit être identifié par :

a) le vecteur énergétique utilisé;

b) l'usage de l'énergie;

c) le mode d'approvisionnement (compteur ou stockage);

d) l'unité physique de comptage (litre, m³, kg, Wh,...);

e) le facteur multiplicateur entre l'index et l'unité physique de comptage;

f) le facteur de conversion pour standardiser la consommation en MWh.

2° Le traitement des données :

Les données mesurées doivent être enregistrées et traitées de manière à :

a) standardiser les consommations énergétiques exprimées dans une même unité d'énergie : MWh;

b) calculer les consommations énergétiques en unité d'énergie primaire;

c) éliminer l'influence de la rigueur climatique dans les relevés de consommation en ramenant ceux-ci à la situation climatologique de référence par la technique des degrés jours;

d) calculer les émissions de CO₂ pour une situation climatologique de référence;

e) établir, pour chaque système et point de consommation, des ratios de comparaison ainsi qu'un tableau de performance tenant compte du taux d'utilisation du bâtiment, du système ou de la ligne de production. Chaque gestionnaire choisira les critères qui lui semblent les plus pertinents.

3° Interprétation et présentation des résultats :

Pour interpréter les résultats et en tirer les conclusions opérationnelles, il est nécessaire de bien connaître l'usage auquel se rapportent les points de consommation.

Le demandeur est tenu de désigner une personne responsable de la surveillance et de l'exploitation des données.

Avec les résultats, il doit être possible d'observer notamment, le cas échéant, les éléments suivants :

a) Les erreurs de lecture, d'encodage ou dérive subite des consommations;

b) Les problèmes de régulation;

c) la dérive progressive des consommations (manque d'entretien des équipements,...);

d) les apports gratuits en chauffage en saison douce;

e) l'existence de consommations indépendantes de la rigueur climatique ou de la production;

f) l'établissement d'un niveau de consommation d'énergie de référence;

g) l'établissement d'un budget de dépenses d'énergie de référence;

h) la mesure des économies obtenues par les projets mis en place.

Les résultats doivent être présentés de façon claire (graphique, tableau,...) et de manière à être compris et interprétés par des personnes non spécialisées.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 2

Cahier des charges minimal pour l'audit énergétique et pour l'audit énergétique global

1. Objectif

L'audit énergétique global ou l'audit énergétique d'une entreprise a pour but de présenter au commanditaire, d'une manière simple et néanmoins explicite, un état de l'efficacité énergétique de l'entreprise auditée dans des conditions d'utilisation réelle, les améliorations qui peuvent lui être apportées et les économies d'énergie qui en découlent. L'audit doit comprendre l'élaboration d'un plan global d'actions hiérarchisant les actions à entreprendre et visant à l'amélioration l'efficacité énergétique de l'entreprise en évaluant la pertinence d'un investissement à réaliser et destiné :

- 1° à utiliser plus rationnellement l'énergie;
- 2° à recourir aux sources d'énergies renouvelables ou à la cogénération de qualité.

Ce plan global d'action est constitué par l'ensemble des mesures que l'entreprise mettra en oeuvre au cours des prochaines années, y compris les investissements permettant d'atteindre cet objectif. Il comprend une évaluation chiffrée de l'efficacité de chacune de ces mesures (réduction des consommations d'énergie, coûts), ainsi qu'un échéancier spécifiant l'échelonnement des investissements à consentir dans le temps.

2. Exigences

§ 1^{er}. L'audit énergétique global doit notamment établir :

1° une description des caractéristiques de l'entreprise et de ses usages en fonction de considérations énergétiques, y compris les systèmes de gestion et les paramètres clés de la régulation;

2° une analyse globale des flux énergétiques de l'entreprise, à savoir les consommations d'énergie pour les trois dernières années calendrier écoulées par vecteur énergétique (gaz, fuel, électricité, charbon, etc.) exprimées en unités physiques (kWh, tonne, litre,...), en kWh et normalisées (ramenées à une année climatique normale - pour les usages qui le justifient) aboutissant à un tableau des consommations finales converti en énergie primaire (MWhp) et en émission de CO₂ (kg de CO₂) (sur base des coefficients de conversion renseigné dans la note méthodologique AdB s'il échet);

3° une identification des points d'amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise classés par ordre de priorité, en ce compris le recours aux énergies renouvelables et à la cogénération de qualité;

4° la comptabilisation annuelle, à l'échelle de l'entreprise, des consommations d'énergie et des volumes de production (en unités physiques), par produit, et éventuellement par ligne ou étape de production;

5° la construction d'indicateurs basés, notamment, sur les consommations spécifiques;

6° l'identification, la justification et l'évaluation technico-économique des meilleurs projets d'amélioration de l'efficacité énergétique et de ses variantes, en fonction notamment des critères suivants :

- a) la qualité technico-économique;
- b) l'acceptabilité par l'entreprise, notamment vis-à-vis de son organisation interne et des activités de maintenance requises;
- c) la diminution potentielle de la consommation d'énergie primaire;
- d) la diminution potentielle des émissions de CO₂;

L'audit doit aboutir à l'élaboration d'un plan d'action global visant à l'amélioration de l'efficacité énergétique de l'entreprise.

§ 2. Le rapport d'audit doit notamment comporter :

1° l'objectif de l'audit (quels sont les vecteurs examinés dans l'audit, limitations éventuelles,...);

2° les hypothèses de travail : paramètres utilisés dans l'audit (Facteurs de conversion - PCI, PCS, coefficients d'émission de CO₂ - coûts des différents vecteurs,...) doivent être clairement énoncés;

3° la présentation générale des caractéristiques de l'entreprise;

4° l'analyse des consommations - idéalement sur 3 années minimum pour chaque vecteur analysé - (en valeurs brutes et corrigées le cas échéant); le cas échéant, évolution de la consommation sur une période donnée (année civile, période estivale,...) pouvant faire apparaître des phénomènes transitoires (pointe quart-horaire, pic de consommation,...);

5° la description détaillée des bâtiments et des équipements avec leurs lacunes éventuelles;

6° le bilan énergétique (étayé par calculs);

7° les propositions d'améliorations détaillées, chiffrées en termes de coûts, d'économie d'énergie, de réduction des émissions de gaz polluants et de rentabilité - les améliorations seront présentées dans un ordre logique ou par ordre de priorité (motivée par l'état des équipements, les économies engendrées et la rentabilité) en tenant compte de l'impact de chacune d'elles sur les suivantes; une attention particulière sera accordée à la mise en adéquation des besoins avec le matériel proposé;

8° le recours éventuel à des technologies telles que la cogénération, l'utilisation des sources d'énergies renouvelables;

9° les aides disponibles pour les différentes améliorations envisagées (Source, montant,...);

10° les conclusions, qui doivent être claires et interprétables par une personne n'ayant pas de connaissances spécifiques dans les domaines abordés.

§ 3. Les améliorations proposées doivent respecter les exigences, notamment énergétiques, en vigueur dans les différentes réglementations.

Les différents calculs, avec leurs hypothèses et les paramètres utilisés, s'ils ne font pas partie intégrante de l'audit, seront fournis en annexe.

§ 4. Le même canevas est suivi pour un audit énergétique portant sur un usage particulier, l'analyse se focalisant sur l'usage en question.

Le Ministre est habilité à compléter le contenu de l'audit et du rapport.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 3

Cahier des charges minimal pour la réalisation d'une étude de pré-faisabilité d'un investissement

1. Objectif :

L'étude de pré-faisabilité d'un investissement a pour objectif de permettre aux entreprises d'évaluer la pertinence d'un investissement visant à utiliser plus rationnellement l'énergie ou à développer l'usage d'énergie renouvelable ou la cogénération de qualité. Elle vise à déterminer le prédimensionnement et les caractéristiques technique, énergétique et économique les plus intéressantes d'un investissement sans référence aucune à un type ou une marque spécifique relative à cet investissement. L'étude doit tester plusieurs hypothèses.

2. Exigences :

L'étude de pré-faisabilité d'un investissement doit, au moins, contenir les éléments suivants :

1° la présentation des besoins énergétiques à satisfaire par l'investissement et les consommations effectives avant investissement;

2° les hypothèses de travail

3° le calcul de dimensionnement technique de l'investissement et les grandeurs de référence utilisées pour les calculs doivent être clairement énoncées;

4° l'identification et à la justification de la pertinence du projet initialement analysé et de ses variantes, en fonction notamment des critères suivants : la qualité technico-économique, l'acceptabilité par l'entreprise, notamment vis-à-vis de son organisation interne;

5° S'il échet, le bilan énergétique global compte tenu du système proposé, des systèmes en place, de leur mode de régulation et de leur interaction;

6° le cas échéant, une évaluation des contraintes d'utilisation (maintenance,...);

7° une évaluation des économies en énergie primaire et en CO₂;

8° une estimation du coût économique de l'investissement;

9° une estimation du temps de retour de l'investissement;

10° la justification du choix des techniques et dispositifs envisagés.

Pour le recours à la biomasse, les recommandations et impositions de l'Observatoire de la biomasse sont prises en compte dès leur officialisation.

Le Ministre est habilité à revoir le contenu de l'étude de pré-faisabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 4

Critères de qualité analysés par l'Administration dans le cadre de la procédure d'agrément et de la liquidation de la subvention

Critère 1^{re} : Objectifs, hypothèses et état de la situation :

1° Objectif de l'audit ou de l'étude : vecteurs examinés dans l'audit, limitations éventuelles,...;

2° Hypothèses de travail : paramètres utilisés dans l'audit (facteurs de conversion - PCI, PCS, coefficients d'émission de CO₂ - coûts des différents vecteurs,...);

3° Etat de la situation : présentation générale des caractéristiques du (ou des) bâtiment(s) (année de construction, architecture, affectation, surface occupée,...), ou du processus industriel ou de l'utilité (vapeur, air comprimé, etc).

Critère 2 : Analyse de la situation :

1° Analyse des consommations - idéalement sur trois années minimum pour chaque vecteur analysé - (en valeurs brutes et corrigées en fonction des degrés-jours, éventuellement : comparaison avec un benchmark,...); le cas échéant, évolution de la consommation sur une période donnée (année civile, période estivale,...) pouvant faire apparaître des phénomènes transitoires (pointe quart-horaire, pic de consommation,...);

2° Description détaillée du processus industriel, de l'utilité ou de l'enveloppe du bâtiment et des équipements avec leurs lacunes éventuelles;

3° Bilan énergétique (étayé par calculs - par exemple pour un bâtiment : valeurs des coefficients de transmission, estimation du renouvellement d'air, calcul des déperditions thermiques, rendements de l'installation,...).

Critère 3 : Propositions d'améliorations chiffrées pour les audits et les études

1° Propositions d'améliorations présentées dans un ordre logique ou par ordre de priorité (motivée par l'état du bâtiment et des équipements, les économies engendrées et la rentabilité) en tenant compte de l'impact de chacune d'elles sur les suivantes en prêtant attention à la mise en adéquation des besoins avec le matériel proposé;

2° Les propositions d'améliorations devront prendre en compte le recours à l'utilisation des sources d'énergies renouvelables et à la cogénération.

Critère 4 : Connaissance des mécanismes d'aides financières des pouvoirs publics :

Aides disponibles pour les différentes améliorations envisagées (sources, montants,...).

Critère 5 : Conclusions

Énumération concise des décisions les plus pertinentes à mettre en place en vue d'améliorer la situation en fonction de l'objectif fixé.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 5

Facteurs de conversions de l'énergie primaire en émissions de CO₂ énergétique

Seront considérées ici les émissions de CO₂ liées à l'utilisation (et donc à la production) des différents vecteurs énergétiques consommés par l'entreprise. Autant que possible, des facteurs de conversion conventionnels seront utilisés.

Par convention, ne seront considérées que les émissions de CO₂ et non l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre. D'autre part, ne seront aussi considérées que les émissions de CO₂ énergétique.

Les émissions de CO₂ non énergétique sont les émissions apparaissant dans les procédés industriels qui ne proviennent pas de la combustion de combustibles fossiles. Elles sont dues à la présence d'une certaine quantité de carbone dans les matières premières introduites dans le procédé dont une partie est transformée en CO₂ et s'échappe à l'atmosphère ou à une utilisation propre de CO₂ dont une partie est perdue à l'atmosphère. Parmi les opérations industrielles qui sont sources d'émissions de CO₂ non énergétiques figurent notamment la décarbonatation du calcaire dans des fours à clinker ou à chaux, la décarburation de la fonte à l'aciérie à oxygène, le « reforming » du gaz naturel à la préparation d'ammoniac, l'usage de CO₂ comme gaz d'inertage dans certaines applications agro-alimentaires, l'injection de CO₂ dans des boissons pour les rendre gazeuses, l'usage potentiel de CO₂ comme gaz propulseur ou agent moussant dans la fabrication de mousses synthétiques, ou l'épuration des eaux usées.

Conversion de l'énergie primaire en émission de CO₂ énergétique

Electricité (non renouvelable)

Le facteur de conversion de l'électricité non renouvelable est calculé en supposant qu'elle est produite par une centrale présentant un rendement global de production et distribution de 40 % et fonctionnant au gaz naturel. Le facteur de conversion en émissions de CO₂ est par conséquent de 55,8 kg/GJp ou 200,9 kg CO₂/MWhp, ou encore 502,2 kg CO₂/MWhé (MWhé étant exprimé en énergie finale).

Electricité renouvelable

Il est considéré dans ce cas une émission nulle de CO₂ énergétique, donc 0 kg CO₂/GJp.

Combustibles (énergies fossiles, combustibles alternatifs, gaz fatals, biomasse...)

Par défaut, les coefficients utilisés seront ceux proposés par l'IPCC, dont les principaux sont rappelés dans le tableau illustré plus bas.

Les directives de l'IPCC (1996a) stipulent que les émissions de CO₂ liées à la combustion de biomasse pour la production d'énergie ne sont pas incluses dans l'inventaire, parce qu'il est supposé qu'environ un montant équivalent de CO₂ est capté par la croissance de nouvelles cultures. Le facteur d'émission de la biomasse est donc considéré comme nul. Ceci concerne le bois de chauffage, le combustible de récupération utilisé dans le secteur du papier et la biomasse utilisée comme énergie renouvelable.

	(kg CO ₂ /GJp)	(kgCO ₂ /MWhp)
charbon	92,7	333,7
coke de cokerie	106,0	381,6
lignite	99,2	357,1
terril	92,7	333,7
goudron	100,6	362,2
fuel extra-lourd	76,6	275,6
gasoil	73,3	263,9
kérosène	70,8	254,9
essence	68,6	247,0
LPG	62,4	224,6
gaz de raffineries	72,6	261,4
coke de pétrole	99,8	359,3

	(kg CO ₂ /GJp)	(kgCO ₂ /MWhp)
autres produits pétroliers	72,6	261,4
gaz naturel	55,8	200,9
gaz de cokerie	47,4	170,6
gaz de haut fourneau	256,8	924,5
recup. pâte & papier	0,0	0,0
autres déchets	88,0	316,8
bois de chauffage	0,0	0,0
autres combustibles	72,6	261,4

Remarque : dans le tableau ci-dessus, les termes « autres combustibles » excluent toute biomasse.

Lorsque l'entreprise participe à l'« ETS » (Emission Trading System), elle peut reprendre comme facteurs d'émission de CO₂ les valeurs comptabilisées pour leur déclaration dans le cadre du suivi de la directive ETS. Si une entreprise participe à un accord de branche et qu'elle recourt aux facteurs de conversion de l'ETS, alors elle devra les utiliser pendant toute la période de l'accord, c'est-à-dire pour tous les rapports liés à sa participation à un accord et toutes ses demandes de subsides amure.

Le Ministre est habilité à revoir les facteurs de conversion pour chaque source d'énergie.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 6

Compétences des auditeurs énergétiques

	Audit énergétique global	Audit énergétique	Etude de pré-faisabilité	Etude de faisabilité	Audit de suivi annuel
Entreprise n'ayant pas signé une déclaration d'intention	Auditeur énergétique agréé conjointement dans les compétences bâtiment, process industriel et énergie renouvelable-cogénération	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	/	/
Entreprise ayant signé une déclaration d'intention	Auditeur énergétique agréé conjointement dans les compétences bâtiment, process industriel et énergie renouvelable-cogénération avec agrément complémentaire accord de branche	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante pour les études subsidiées à 50 % et disposant en outre de l'agrément complémentaire accord de branche pour les études subsidiées à 75 %	/	/
Entreprise partie prenante d'un accord de branche	Auditeur énergétique agréé conjointement dans les compétences bâtiment, process industriel et énergie renouvelable-cogénération avec agrément complémentaire accord de branche	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante avec agrément complémentaire accord de branche	Auditeur énergétique agréé dans la compétence correspondante avec agrément complémentaire accord de branche	Auditeur énergétique	Auditeur énergétique agréé bâtiment et process industriel avec agrément complémentaire accord de branche ou prestataires internes ayant suivi la formation visée à l'article 15, alinéa 1 ^{er}

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

ANNEXE 7

Taux de subvention pour les entreprises

	Mise en œuvre d'une comptabilité énergétique	Audit énergétique global	Audit énergétique	Etude de pré-faisabilité	Etude de faisabilité	Audit de suivi annuel	Agrément technique d'un produit
Entreprise n'ayant pas signé une déclaration d'intention	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €	Non éligible	Non éligible	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €
Entreprise ayant signé une déclaration d'intention	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €	75 % avec un maximum annuel de 320.000 €	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €	75 % pour les deux premières études en énergie renouvelable 50 % pour le reste avec un maximum annuel de 320.000 €	Non éligible	Non éligible	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €
Entreprise partie prenante d'un accord de branche	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €	75 % avec un maximum annuel de 320.000 €	75 % avec un maximum annuel de 320.000 €	75 % avec un maximum annuel de 320.000 €	75 % avec un maximum annuel de 320.000 €	75 % avec un maximum annuel de 4.000 €	50 % avec un maximum annuel de 320.000 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ANNEXE 8

Taux de subvention pour les organismes représentatifs d'entreprises ou entreprises qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises

	Etude de pertinence de la roadmap 2050	Roadmap 2050	Préparation, encadrement et suivi d'un accord de branche	Action visant à améliorer l'efficacité énergétique d'un secteur
Organismes représentatifs d'entreprises non partie prenante d'un accord de branche	Non éligible	Non éligible	Non éligible	100 % avec un maximum annuel de 20.000 €
Organismes représentatifs d'entreprises partie prenante d'un accord de branche	100 % * 1	100 % * 1	100 % * 1	Non éligible
Entreprises qui ont signé un accord de branche sans l'intermédiaire d'un organisme représentatif d'entreprises	100 % avec un maximum annuel de 20.000 €	100 % avec un maximum annuel de 20.000 €	Non éligible	Non éligible

* 1 Pour ces trois postes réunis, le maximum annuel est de 80.000 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2014 relatif à l'octroi de subventions aux entreprises et aux organismes représentatifs d'entreprises pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE).

Namur, le 27 février 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/202022]

27. FEBRUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE")

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Beihilfen und Beteiligungen der Wallonischen Region zur Förderung der rationalen Energiebenutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien, Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE");

In Erwägung des Nationalen Klimaplanes vom 14. November 2002 und des Dekrets vom 13. November 2003 zur Zustimmung zu dem Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erstellung, die Ausführung und die Überwachung eines Nationalen Klimaplanes und über die Erstellung von Berichten im Rahmen des Rahmenübereinkommens der Vereinten Nationen über Klimaänderungen und des Protokolls von Kyoto, abgeschlossen in Brüssel am 14. November 2002;

In Erwägung des am 9. März 1995 von der Wallonischen Regierung genehmigten Umweltplans für eine nachhaltige Entwicklung;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Programme zur Verbesserung der Energieeffizienz der Unternehmen und zur Erhöhung des Anteils der erneuerbaren Energiequellen in der Primärenergiebilanz der Wallonie zu unterstützen;

In Erwägung des Abschlusses von Branchenvereinbarungen mit den Berufsverbänden, die hauptsächlich auf die Verbesserung der Energieeffizienz der entsprechenden Sektoren, deren Sensibilisierung für Investitionen in erneuerbare Energien und eine Verminderung ihrer Umweltauswirkungen über die Grenzen ihrer eigentlichen Aktivität hinaus abzielen;

In der Erwägung, dass es wichtig ist, die Entscheidungshilfe in den Unternehmen zu unterstützen, damit sie ihre Energieausgaben besser verwalten können;

Aufgrund des am 30. September 2013 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 3. Oktober 2013 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 21. Januar 2014 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 54.595/4;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Durch vorliegenden Erlass werden die Richtlinie 2012/27/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2012 zur Energieeffizienz, zur Änderung der Richtlinien 2009/125/EG und 2010/30/EU und zur Aufhebung der Richtlinien 2004/8/EG und 2006/32/EG und die Richtlinie 2009/28/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. April 2009 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen und zur Änderung und anschließenden Aufhebung der Richtlinien 2001/77/EG und 2003/30/EG teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

2^o Unternehmen: jede juristische Person des Privatsektors;

3^o Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Raumordnung, Wohnungswesen, Erbe und Energie, Abteilung Energie und nachhaltige Gebäude;

4^o Branchenvereinbarung: Umweltvereinbarung im Sinne von Artikel D.82 des Umweltgesetzbuches betreffend die Senkung der spezifischen Treibhausgasemissionen und die Verbesserung der Energieeffizienz;

5^o Absichtserklärung: von einem Unternehmen unterzeichnetes Dokument, durch welches dieses Unternehmen seine Absicht erklärt, einer bereits abgeschlossenen oder noch abzuschließenden Branchenvereinbarung beizutreten;

6^o erneuerbare Energiequelle: jede andere Energiequelle als die fossilen Brennstoffe und die Kernspaltung, deren Verbrauch ihre zukünftige Benutzung nicht beschränkt, insbesondere Wasserenergie, Windkraft, Sonnenenergie, geothermische Energie und die Biomasse;

7^o Endenergie: die von einem Energieversorger in Rechnung gestellte Energie;

8^o Primärenergie: die Energie, die sich aus der Anwendung eines gemäß Anlage 5 festgelegten Umrechnungsfaktors auf die Endenergien ergibt, damit diese in einer einzigen physikalischen Einheit ausgedrückt werden, so dass sie miteinander verglichen werden können;

9^o Energiebuchhaltung: ein System zur Berechnung der Energieströme, das dem Lastenheft mit den Mindestanforderungen nach Anlage 1 genügt;

10^o Energieeffizienz: Messung der Art und Weise, wie die verbrauchte Energie benutzt wird, um zu Produkten zu kommen, die einen Mehrwert schaffen, unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Energieverbrauchsdaten in Primärenergie, und die Produkte in physikalischen Einheiten ausgedrückt werden;

11^o Energieaudit: ein systematisches Verfahren, das dem Lastenheft mit den Mindestanforderungen nach Anlage 2 genügt;

12^o globales Energieaudit: auf die Gesamtheit der Gebäude und Industrieverfahren, die im selben Umkreis vorhanden sind, angewandtes Energieaudit;

13^o Durchführbarkeitsvorstudie: eine Studie, die in Übereinstimmung mit dem Lastenheft mit den Mindestanforderungen nach Anlage 3 durchgeführt wird;

14^o Durchführbarkeitsstudie: eine Studie, durch die eine Art oder eine spezifische Marke von Ausrüstungen im Rahmen einer Investition zur Benutzung von erneuerbaren Energien oder der hochqualitativen Biomasse-Kraft-Wärme-Kopplung genau dimensioniert wird, und die zur Erstellung der technischen Vorschriften eines Lastenhefts führt;

15° Methodenbeschreibung: eine Beschreibung der für die Branchenvereinbarungen angewandten Methodik, so wie sie auf der Homepage der Verwaltung veröffentlicht worden ist;

16° jährliches Follow-up-Audit: Verfahren zur Bewertung und Anpassung der Follow-up-Indikatoren für die Energieeffizienz und die Senkung der CO₂-Emissionen, so wie in der Methodenbeschreibung definiert;

17° repräsentativer Unternehmensverband: eine über die juristische Persönlichkeit verfügende Einrichtung, die Unternehmen vertritt, die Aktivitäten gleicher Art ausüben, oder ein gemeinsames Umweltproblem zu bewältigen haben, wobei diese Einrichtung von einem Teil oder der Gesamtheit ihrer Mitglieder bevollmächtigt wird, um sie bei der Verbesserung ihrer Energieeffizienz zu unterstützen oder an einer Branchenvereinbarung teilzunehmen;

18° Roadmap 2050: eine von einem repräsentativen Unternehmensverband oder einem Unternehmen, das ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben hat, erstellte Studie und Beschreibung der Vision seiner Unternehmen oder des Unternehmens im Jahre 2050, mit:

- ihren/seinen erwarteten Antworten auf die klimatischen, marktbedingten und sonstigen rechtlichen Zwänge;
- einer Bewertung ihrer/seiner Verwundbarkeit gegenüber der Entwicklung der Preise für fossile Energien und Rohstoffe, so wie in der Methodenbeschreibung bestimmt;

19° Studie über die Relevanz der Roadmap 2050: eine von einem repräsentativen Unternehmensverband oder einem Unternehmen, das ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben hat, erstellte Studie, die darauf abzielt, das Interesse der Erstellung einer Roadmap 2050 zu identifizieren, ihre Durchführbarkeit hervorzuheben, und die dazu notwendigen Mittel zu bestimmen;

20° zugelassener Energieauditor: eine kraft Kapitel 3 zugelassene natürliche Person;

21° technische Zulassung: Zulassung, durch die bescheinigt wird, dass ein Produkt oder ein System die Mindestanforderungen für die Vermarktung erfüllt;

22° Werktag: alle Wochentage, außer samstags, sonntags und den gesetzlichen Feiertagen;

23° Tag: ein Kalendertag. Wenn bei der Berechnung einer Frist in Tagen diese Frist an einem Samstag, Sonntag oder einem gesetzlichen Feiertag abläuft, wird sie bis zum folgenden Werktag verlängert.

KAPITEL II — Zuschüsse

Abschnitt 1 — Gewährungsbedingungen

Art. 3 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und in Übereinstimmung mit vorliegendem Kapitel kann der Minister den Unternehmen und repräsentativen Unternehmensverbänden Zuschüsse gewähren für:

1° die Durchführung eines Energieaudits, eines globalen Energieaudits, eine Durchführbarkeitsvorstudie, einer Durchführbarkeitsstudie, eines jährlichen Follow-up-Audits;

2° die Einführung einer Energiebuchhaltung;

3° die Erstellung einer Roadmap 2050, der Studie über die Relevanz einer Roadmap 2050;

4° das Erlangen einer technischen Zulassung;

5° die Vorbereitung, die Betreuung und das Follow-up einer Branchenvereinbarung;

6° die Durchführung von Aktionen zur Verbesserung der Energieeffizienz.

Art. 4 - Die verschiedenen Audits und Studien müssen von gemäß dem in Kapitel 3 beschriebenen Verfahren zugelassenen Energieauditoren oder von Energieauditoren in Übereinstimmung mit Anlage 6 durchgeführt werden.

Art. 5 - Nur juristische Personen, die eine Industrietätigkeit ausüben, können einen Zuschuss für die Einführung einer Energiebuchhaltung beantragen.

Es kann sich um eine Teilbuchhaltung handeln, wenn eine Durchführbarkeitsvorstudie das technisch-wirtschaftliche Interesse einer Beschränkung der Buchhaltung auf einen Teil der Anlagen nachgewiesen hat.

Die Gewährung des Zuschusses für die Einführung einer Energiebuchhaltung setzt für den Zuschussempfänger die Verpflichtung voraus, der Verwaltung jedes Jahr während fünf Jahren anhand des von ihr zur Verfügung gestellten Formulars die energetischen Verbrauchsdaten des Unternehmens mitzuteilen.

Werden die energetischen Verbrauchsdaten nicht übermittelt, verliert der Zuschussempfänger, solange er sich hinsichtlich dieses Punktes nicht in Ordnung gebracht hat, den Anspruch auf die Beantragung weiterer in Anwendung vorliegenden Erlasses gewährter Zuschüsse.

Art. 6 - Das Energieaudit und das globale Energieaudit werden an bestehenden Anlagen durchgeführt.

Art. 7 - Die Durchführbarkeitsvorstudie wird an bestehenden Anlagen durchgeführt, außer wenn es sich um Anlagen in Verbindung mit einer erneuerbaren Energiequelle oder Kraft-/Wärme-Kopplungsanlagen handelt.

Art. 8 - Die technische Zulassung wird an die Energieeffizienz gebunden, oder trägt zu einer besseren Beherrschung des Energieverbrauchs bei.

Abschnitt 2 — Bezuschussungssatz

Art. 9 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den Unternehmen gemäß Anlage 7 Zuschüsse gewähren.

Während der Gültigkeitsdauer der Branchenvereinbarung kann für die Durchführung einer Durchführbarkeitsstudie pro Betriebsgelände ein einziger Zuschuss gewährt werden.

Art. 10 - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann der Minister den repräsentativen Unternehmensverbänden und den Unternehmen, die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben, gemäß Anlage 8 Zuschüsse gewähren.

Abschnitt 3 — Zuschussfähige Kosten

Art. 11 - Der Zuschuss wird auf der Grundlage der zuschussfähigen Kosten, außer MwSt., berechnet.

Art. 12 - Zwecks der Einführung einer Energiebuchhaltung umfassen die zuschussfähigen Kosten die Kosten für die Lieferung, die Anbringung, die Installation, den Einbau und den Anschluss der Vorrichtungen zur Messung des Energieverbrauchs, das Zubehör, die Kabel, die Schaltschränke einschließlich der Geräte für den Fernservice, die Geräte zur Messdatenspeicherung und die Datenerfassungs-, -analyse- und -validierungssoftware, sowie die Kosten für die Schulung des betroffenen Personals.

Der Gesamtbetrag des Zuschusses für ein und dieselbe Akte darf 320.000 Euro nicht überschreiten.

Art. 13 - Zwecks der Durchführung eines Energieaudits, eines globalen Energieaudits oder einer Durchführbarkeitsvorstudie umfassen die zuschussfähigen Kosten die Kosten für die notwendigen Leistungen des zugelassenen Energieauditors.

Für die Unternehmen, die eine Absichtserklärung unterschrieben haben oder Partner einer Branchenvereinbarung sind, umfassen die zuschussfähigen Kosten ebenfalls die Kosten für die vom Unternehmen gekauften oder gemieteten Messausrüstungen, die zwecks der ordnungsgemäßen Durchführung der Studie nötig sind, und die Kosten für innerbetriebliche Leistungen des Unternehmens, wenn sie von dem zugelassenen Energieauditor validiert werden, und für die Durchführung des Energieaudits, des globalen Energieaudits, der Durchführbarkeitsvorstudie oder der Durchführbarkeitsstudie als notwendig erachtet werden.

Der Gesamtbetrag des Zuschusses für ein und dieselbe Akte darf 320.000 Euro nicht überschreiten.

Art. 14 - Zwecks der Durchführung einer Durchführbarkeitsstudie umfassen die zuschussfähigen Kosten die Kosten für die notwendigen Leistungen des Energieauditors.

Der Gesamtbetrag des Zuschusses für ein und dieselbe Akte darf 320.000 Euro nicht überschreiten.

Art. 15 - Der Minister kann den Unternehmen Zuschüsse für das jährliche Follow-up-Audit gewähren, wenn es innerbetrieblich im Unternehmen von einer Person durchgeführt wird, die an der geeigneten Ausbildung teilgenommen hat, die in der Methodenbeschreibung identifiziert ist.

Zwecks der Durchführung eines jährlichen Follow-up-Audits umfassen die zuschussfähigen Kosten die Kosten für die notwendigen Leistungen des zugelassenen Energieauditors sowie die innerbetrieblichen Leistungen.

Die zuschussfähigen Kosten sind auf 4.000 Euro beschränkt.

Art. 16 - Zwecks der Erlangung einer technischen Zulassung umfassen die zuschussfähigen Kosten die sich infolge des Zulassungsverfahrens als notwendig erweisenden Kosten, wie z.B. die Kosten für technische Versuche und für die Bildung der Akte.

Der Gesamtbetrag des Zuschusses für ein und dieselbe Akte darf 320.000 Euro nicht überschreiten.

Art. 17 - § 1. Die repräsentativen Unternehmensverbände und die Unternehmen, die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben, können die bezuschussten Aufgaben selbst durchführen oder sie von einer Drittperson durchführen lassen.

§ 2. Für die repräsentativen Unternehmensverbände, die Partner einer Branchenvereinbarung sind, umfassen die zuschussfähigen Kosten die Kosten für die Vorbereitung, die Betreuung und das Follow-up einer Branchenvereinbarung, für die Erstellung einer Roadmap 2050 und der damit verbundenen Relevanzstudie, die innerbetrieblichen Leistungen des repräsentativen Unternehmensverbands und die Rechnungen der externen Dienstleister, die für die Konzipierung und Durchführung der Messungen notwendig sind, einschließlich der Kosten für die Überprüfung der Berechnung zur Aggregation der Daten der Unternehmen, die an der Branchenvereinbarung teilnehmen.

Die zuschussfähigen Kosten sind auf 80.000 Euro pro Jahr beschränkt.

§ 3. Für die Unternehmen, die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben, umfassen die zuschussfähigen Kosten die Kosten für die Erstellung einer Roadmap 2050 und der damit verbundenen Relevanzstudie, die innerbetrieblichen Leistungen des Unternehmens und die Rechnungen der externen Dienstleister, die für die Konzipierung und Durchführung der Messungen notwendig sind.

Die zuschussfähigen Kosten sind auf 20.000 Euro pro Jahr beschränkt.

Art. 18 - Die Aktionen zur Verbesserung der Energieeffizienz der Unternehmen, die Mitglied des repräsentativen Unternehmensverbands sind, müssen eine Anzahl dem Verband angehörender Unternehmen betreffen, die einen bedeutenden Anteil der vom betreffenden Sektor verbrauchten Energie darstellen.

Zwecks der Durchführung von Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Sektors umfassen die zuschussfähigen Kosten die innerbetrieblichen Leistungen des repräsentativen Unternehmensverbands, die Rechnungen der externen Dienstleister, und die Kosten für die Ausrüstungen, die für die für die Konzipierung und Durchführung der Messungen notwendig sind.

Die zuschussfähigen Kosten sind auf 20.000 Euro pro Jahr beschränkt.

Art. 19 - Die Kumulierung des durch vorliegenden Erlass organisierten Zuschusses mit anderen Subsidien oder Prämien der Region, der Gemeinschaften, der Provinzen oder der Gemeinden ist nicht gestattet.

Abschnitt 4 — Zuschussantrag

Art. 20 - Die Zuschussanträge müssen dem Datum der ersten Rechnung für Audits, Studien und Arbeiten, für die der Zuschuss beantragt wird, vorangehen.

Art. 21 - Die Akte zur Beantragung des Zuschusses umfasst:

1° für die Einführung einer Energiebuchhaltung:

- a) das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- b) die Beschreibung der durchzuführenden Arbeiten und des einzubauenden Materials;
- c) den Kostenvoranschlag für die Lieferung und den Einbau des zuschussfähigen Materials;
- d) eine Erklärung über die Übereinstimmung der Arbeiten mit den in der Anlage 1 genannten Vorschriften;
- e) alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die Durchführung der geplanten Arbeiten bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten;

2° für die Durchführung eines Energieaudits, eines globalen Energieaudits, einer Durchführbarkeitsvorstudie, einer Durchführbarkeitsstudie und eines jährlichen Follow-up-Audits:

- a) das von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Antragsformular;
- b) gegebenenfalls die Kopie des Voranschlags des zugelassenen Energieauditors;
- c) gegebenenfalls die Einschätzung der innerbetrieblichen Leistungen, die durch den zugelassenen Energieauditor validiert wurden;

d) das Attest des Energieauditors zur Bestätigung, dass er am Tage des Auftrags des Energieaudits gültigerweise über die erforderliche(n) Zulassung(en) verfügt;

e) alle Dokumente betreffend die Finanzierungsquellen und die Zuschüsse, die für die geplanten Studien bereits erhalten oder beantragt wurden oder die noch beantragt werden könnten;

3° für die Erlangung einer technischen Zulassung:

- a) die Bankkonto- und Unternehmensnummern des Antragstellers;
- b) eine Beschreibung des einer Prüfung zu unterziehenden Produkts oder Dienstes, um nachzuweisen, dass es/er die Energieeffizienz verbessert oder eine Senkung der CO₂-Emissionen ermöglicht;
- c) ein Verzeichnis der Normen, denen dieses Produkt oder dieser Dienst genügen muss;

- d) eine Identifizierung der zu prüfenden Normen, durchzuführenden Prüfungen und des für die Durchführung der Prüfungen habilitierten Organs;
- e) ein Dienstangebot für die Durchführung der Prüfungen, die Gegenstand des Zuschussantrags sind;
- 4° für die Durchführung einer Studie über die Relevanz der Roadmap 2050 oder einer Roadmap 2050:
 - a) die Bankkonto- und Unternehmensnummern des Antragstellers;
 - b) gegebenenfalls Dienstangebote für die außerbetrieblichen Dienstleistungen;
 - c) die Veranschlagung der verbundenen Kosten;
 - d) gegebenenfalls die Veranschlagung der innerbetrieblichen Dienstleistungen;
- 5° für die Vorbereitung, die Betreuung und das Follow-up einer Branchenvereinbarung:
 - a) die Bankkonto- und Unternehmensnummern des Antragstellers;
 - b) gegebenenfalls Dienstangebote für die externen Dienstleistungen;
 - c) die Veranschlagung der verbundenen Kosten;
 - d) gegebenenfalls die Veranschlagung der innerbetrieblichen Dienstleistungen;
- 6° für Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz:
 - a) die Bankkonto- und Unternehmensnummern des Antragstellers;
 - b) gegebenenfalls Dienstangebote für die externen Dienstleistungen;
 - c) die Veranschlagung der verbundenen Kosten;
 - d) gegebenenfalls die Veranschlagung der innerbetrieblichen Dienstleistungen.

Art. 22 - Binnen zehn Werktagen nach dem Eingang des Zuschussantrags schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Wenn die Akte als unvollständig erklärt wird, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschickt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Antrag unzulässig.

Innerhalb des Monats, der auf die Einsendung der Empfangsbestätigung folgt, durch die der Antrag als vollständig erklärt wird, teilt die Verwaltung dem Antragsteller mit, ob sein Antrag zulässig ist oder nicht.

Art. 23 - Der Minister gewährt den Zuschuss für ein Energieaudit, ein globales Energieaudit, eine Durchführbarkeitsvorstudie, eine Durchführbarkeitsstudie, ein jährliches Follow-up-Audit, eine Energiebuchhaltung, eine technische Zulassung, eine Studie über die Relevanz der Roadmap 2050, eine Roadmap 2050 oder die Vorbereitung, die Betreuung und das Follow-up einer Branchenvereinbarung, unter Bezugnahme auf die Relevanz des Antrags.

Für ein Energieaudit, ein globales Energieaudit, eine Durchführbarkeitsvorstudie, eine Durchführbarkeitsstudie, ein jährliches Follow-up-Audit oder eine Energiebuchhaltung wird die Relevanz aufgrund folgender Parameter bewertet:

- 1° die Methodologie und vorgeschlagene technische Genauigkeit;
- 2° die Übereinstimmung des zu untersuchenden Projekts mit dem Kontext des Unternehmens;
- 3° die Einschätzung der potentiellen Senkung des Verbrauchs von Primärenergie und der CO₂-Emissionen, die sich *a priori* aus den zu untersuchenden Investitionen oder Projekten ergibt, in Übereinstimmung mit den in den entsprechenden Anlagen aufgeführten Anforderungen;
- 4° ggf. die Übereinstimmung mit der geltenden Methodenbeschreibung im Rahmen der Branchenvereinbarungen.

Für eine technische Zulassung wird die Relevanz des Antrags aufgrund der Übereinstimmung der Prüfungen mit den auf das Produkt oder das System anwendbaren gesetzlichen Anforderungen bewertet.

Für eine Studie über die Relevanz einer Roadmap 2050 oder einer Roadmap 2050, die Vorbereitung, die Betreuung und das Follow-up einer Branchenvereinbarung wird die Relevanz des Antrags aufgrund der Übereinstimmung des Projekts mit der Methodenbeschreibung bewertet.

Für die Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz wird die Relevanz des Antrags aufgrund der Auswirkungen des Projekts auf die Mobilisierung der verbundenen Unternehmen gegenüber ihres Energiemanagements und seines Beitrags zur Verbesserung der Energieeffizienz dieser Unternehmen bewertet.

Art. 24 - Der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses kann von der Änderung bestimmter technischer Aspekte der Antragsakte abhängig gemacht werden.

Art. 25 - Der Minister oder sein Beauftragter kann den Inhalt der in vorliegendem Kapitel genannten Dokumente genauer bestimmen und deren Form und Anwendungsmodalitäten festlegen.

Abschnitt 5 — Auszahlung des Zuschusses

Art. 26 - § 1. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Einführung einer Energiebuchhaltung muss innerhalb von zwei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses bei der Verwaltung eingereicht werden.

Dieser Antrag auf Auszahlung erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die vom Unternehmen in zwei zertifizierten Originalausfertigungen ausgestellt wird, der die Belege für die Ausgaben und ein Schlussbericht über die im Unternehmen eingeführte Energiebuchhaltung beigelegt werden, wobei dieser Bericht zunächst vom Minister oder seinem Beauftragten angenommen werden muss.

§ 2. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für ein Energieaudit, ein globales Energieaudit, eine Durchführbarkeitsvorstudie, eine Durchführbarkeitsstudie oder ein jährliches Follow-up-Audit muss innerhalb von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses bei der Verwaltung eingereicht werden.

Dieser Antrag auf Auszahlung erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die vom Unternehmen in zwei zertifizierten Originalausfertigungen ausgestellt wird, der die Belege für die Ausgaben und ein Schlussbericht über die Ergebnisse der Studie beigelegt werden.

§ 3. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Erstellung einer Studie über die Relevanz der Roadmap 2050 oder einer Roadmap 2050 muss innerhalb von drei Jahren ab der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses bei der Verwaltung eingereicht werden.

Dieser Antrag auf Auszahlung erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die vom repräsentativen Unternehmensverband oder vom Unternehmen in zwei zertifizierten Originalausfertigungen ausgestellt wird, der die Belege für die Ausgaben einschließlich eines Verzeichnisses der innerbetrieblichen Leistungen der von Dritten erbrachten Dienstleistungen und ein öffentlicher Schlussbericht beigefügt werden.

§ 4. Der Antrag auf Auszahlung des Zuschusses für die Vorbereitung und das Follow-up einer Branchenvereinbarung oder für die Maßnahmen zur Verbesserung der Energieeffizienz muss innerhalb von zwei Jahren nach der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung des Zuschusses bei der Verwaltung eingereicht werden.

Dieser Antrag auf Auszahlung erfolgt auf der Grundlage einer Forderungsanmeldung, die vom repräsentativen Unternehmensverband in zwei zertifizierten Originalausfertigungen ausgestellt wird, der die Belege für die Ausgaben einschließlich eines Verzeichnisses der innerbetrieblichen Leistungen der von Dritten erbrachten Dienstleistungen und ein öffentlicher Schlussbericht beigefügt werden.

§ 5. Werden die in § 1 bis § 4 genannten Fristen nicht eingehalten, so wird der Beschluss zur Gewährung des Zuschusses hinfällig.

Art. 27 - Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags zur Auszahlung des Zuschusses schickt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung, in der sie mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist oder nicht.

Wenn die Akte unvollständig ist, verfügt der Antragsteller über eine Frist von zwei Monaten ab dem Eingang der Empfangsbestätigung, um die fehlenden Unterlagen beizubringen.

Wenn der Antragsteller am Ende der in Abs. 2 genannten Frist die erwünschten Auskünfte zugeschiedt hat, schickt die Verwaltung ihm eine zweite Empfangsbestätigung zu, in der sie angibt, ob die Akte vollständig ist.

Wenn der Antragsteller die verlangten Auskünfte nach Ablauf der in Abs. 2 genannten Frist nicht erteilt hat, ist der Gewährungsbeschluss hinfällig.

KAPITEL III — Zulassung der Energieauditoren

Art. 28 - Die Energieauditoren können für folgende Zuständigkeitsbereiche zugelassen werden:

- 1° Gebäude;
- 2° Industrieverfahren;
- 3° Erzeugung von erneuerbarer Energie und Kraft-/Wärmekopplung;
- 4° Beleuchtung.

Art. 29 - § 1. Jede natürliche Person, die mindestens folgende Bedingungen erfüllt, kann als Energieauditor zugelassen werden:

1° entweder eine Erfahrung von mindestens fünf Jahren im betreffenden Kompetenzbereich nachweisen können, oder ein Masterdiplom als Zivilingenieur, als Architekt oder in Wissenschaften des Industrieingenieurs haben;

2° von jedem Lieferanten von Energie, Ausrüstungen oder Arbeiten, die im Energieaudit; im globalen Energieaudit oder in der Durchführbarkeitsvorstudie erwähnt werden, unabhängig sein;

3° nicht weniger als drei Jahre vor der Einreichung des Zulassungsantrags Gegenstand eines Beschlusses zum Entzug der Zulassung im Zuständigkeitsbereich, der der beantragten Zulassung entspricht, oder eines Beschlusses zur Nicht-Verlängerung um ein Jahr der Zulassung im Zuständigkeitsbereich, der der beantragten Zulassung entspricht, gewesen sein, in Anwendung vorliegenden Erlasses, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE"), des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA) oder des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur rationellen Energienutzung in Gebäuden ("UREBA").

§ 2. Der Zulassungsantrag wird anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars eingereicht.

Die Akte bezüglich des Zulassungsantrags umfasst folgende Elemente:

- 1° Name, Adresse und Beruf des Antragstellers;
- 2° eine Kopie des erforderlichen Diploms oder jedes Dokuments, durch welches das kraft § 1, 1° erforderliche Erfahrungsniveau bescheinigt wird;
- 3° eine Beschreibung der technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt;
- 4° eine Kopie von mindestens drei vom Antragsteller im Laufe der letzten drei Jahre vor der Antragstellung durchgeführten Audit- oder Studienberichten, die den Kompetenzbereich, für den der Antragsteller zugelassen werden möchte, betreffen.

§ 3. Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist.

Sind die Antragsunterlagen unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung ebenfalls die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der vollständigen Akte wieder aufgenommen wird.

Der Minister befindet über den Zulassungsantrag innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab dem Empfang der vollständigen Akte. Diese Frist verlängert sich auf sechzig Tage, wenn der Antragsteller von dem Minister oder seinem Beauftragten angehört worden ist. Der Minister stellt dem Antragsteller seine Entscheidung innerhalb von fünfundsiebzig Tagen ab dem Tag des Eingangs der vollständigen Akte zu. Ist der Antragsteller von dem Minister oder seinem Beauftragten angehört worden, verlängert sich diese Frist auf neunzig Tage.

Der Zulassungsantrag wird auf der Grundlage der Elemente, aus denen die Akte bezüglich des Zulassungsantrags besteht, untersucht. Die Qualität der in § 2, Absatz 2, 4° genannten Berichte wird auf der Grundlage der in der Anlage 4 stehenden Kriterien untersucht.

Gegebenenfalls wird die Zulassung für eine Dauer von fünf Jahren ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers gewährt.

Art. 30 - Die Zulassung kann erneuert werden, wenn der Energieauditor im Laufe der abgelaufenen Zulassungsperiode mindestens drei Audits oder Studien in jedem Kompetenzbereich, für den die Zulassung beantragt wird, durchgeführt hat, die den Anforderungen vorliegenden Erlasses genügen.

Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird gemäß Artikel 29, § 2, spätestens hundertzwanzig Tage vor dem Ablaufdatum der Zulassung eingereicht. In diesem Fall wird die Zulassung bis zu dem Zeitpunkt verlängert, an dem der Minister über den Antrag auf Erneuerung befunden hat.

Der Antrag auf Erneuerung wird gemäß Artikel 29, § 3 untersucht.

Art. 31 - § 1. Falls ein Antragsteller, der Inhaber eines der in Artikel 29, § 1 aufgelisteten Diplome ist, die in 29, § 2, Abs. 2, 4° erwähnten Berichte seinem Zulassungsantrag nicht beifügen kann, hat die Zulassung eine Dauer von einem Jahr ab der Zustellung des Beschlusses des Ministers.

Im in Absatz 1 erwähnten Fall hat der Zulassungsberechtigte die Verpflichtung, der Verwaltung eine Abschrift der drei im Rahmen seiner Tätigkeit verfassten Berichte innerhalb von fünfzehn Tagen ab deren Verfassung zu übermitteln.

Die Qualität der übermittelten Berichte wird auf der Grundlage der in der Anlage 4 genannten Qualitätskriterien untersucht.

§ 2. Binnen dreißig Tagen nach dem Eingang der Berichte teilt der Minister oder sein Beauftragter dem Zulassungsberechtigten mit, ob sich aus der in Absatz 3 genannten Kontrolle keine Mängel erwiesen haben.

Spätestens vierzig Tage vor dem Ablaufdatum dieses ersten Zulassungsjahres teilt der Minister oder sein Beauftragter dem Zulassungsberechtigten mit, dass die Zulassung nicht verlängert wird, wenn einer der folgenden Fälle zutreffend ist:

- 1° bei den in Absatz 3 genannten Kontrollen wurden wiederholte Verstöße festgestellt;
- 2° der zugelassene Energieauditor hat die in Absatz 2 genannten Berichte nicht vorgelegt;

Am Ende dieses ersten Zulassungsjahres und falls bei den in Absatz 3, § 1 vorgenannten Kontrollen keine wiederholten Verstöße festgestellt wurden, wird die Zulassung durch den Minister für einen gemäß Artikel 30 erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren verlängert.

Art. 32 - Unbeschadet der Möglichkeit von Strafmaßnahmen kann die Verwaltung dem Auditor die Korrektur der Audits oder Studien auferlegen, deren schlechte Qualität festgestellt worden ist.

Der Minister oder sein Beauftragter ist berechtigt, die von zugelassenen Energieauditoren durchgeführten Audits oder Studien zu kontrollieren.

Wenn der Minister oder sein Beauftragter in einem Audit oder einer Studie Mängel feststellt, informiert er den Auditor brieflich darüber.

In diesem Brief werden der oder die betreffenden Audit- oder Studienberichte sowie die in Anlage 4 genannten Qualitätskriterien, deren Nichteinhaltung festgestellt worden ist, erwähnt; durch diesen Brief wird der Auditor ebenfalls vorgeladen. Bei dessen Anhörung lässt Letzterer seine Argumente bezüglich der festgestellten Mängel gelten. Nach dieser Anhörung oder wenn der Energieauditor die Anhörung verweigert, beschließt der Minister ggf. die Einsendung einer Mahnung, die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung.

Der Minister oder sein Beauftragter kann den Auditor bestrafen, der ein Audit oder eine Studie verfasst hat, die den in Anlage 4 genannten Qualitätskriterien nicht genügt. Er teilt dem Energieauditor seinen Beschluss mit.

Die Zulassung eines Energieauditors kraft

1° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA);

2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. März 2013 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA);

wird für den entsprechenden Kompetenzbereich für eine Dauer, die derjenigen gleich ist, die der Minister für die in Anwendung vorliegenden Erlasses ausgesetzte Zulassung beschlossen hat, ausgesetzt oder endet von Rechts wegen, falls die in Anwendung vorliegenden Erlasses gewährte Zulassung entzogen wird.

Art. 33 - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der Energieauditoren, die als Energieauditor für Gebäude, Energieauditor für Industrieverfahren, Energieauditor für die Produktion von erneuerbaren Energien und die Kraft-/Wärme-Kopplung und als Energieauditor für die Beleuchtung zugelassen sind.

KAPITEL IV — Ergänzende Zulassung der zugelassenen Energieauditoren in Verbindung mit den Branchenvereinbarungen

Art. 34 - § 1. Jede natürliche Person, die mindestens folgende Bedingungen erfüllt, kann die ergänzende Zulassung in Verbindung mit den Branchenvereinbarungen erhalten:

1° als Energieauditor für Gebäude und Industrieverfahren und für die Produktion von erneuerbaren Energien und die Kraft-/Wärme-Kopplung für einen Zeitraum von fünf Jahren zugelassen sein;

2° eine Erfahrung im Bereich der energetischen Aspekte in der Industrie nachweisen können;

3° an einem Studientag zur industriellen Technik teilgenommen haben, in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Methodenbeschreibung;

4° nicht vor weniger als drei Jahren vor Einreichung des Antrags auf die ergänzende Zulassung von einem Beschluss zum Entzug der ergänzenden Zulassung betroffen worden sein.

§ 2. Der Antrag auf Teilnahme am Studientag zur industriellen Technik wird bei der Verwaltung eingereicht.

Die Antragsakte enthält mindestens folgende Elemente:

1° Name, Adresse und Beruf des Antragstellers;

2° die Referenzen, die seine Erfahrung im Bereich der energetischen Aspekte in der Industrie nachweisen;

§ 3. Innerhalb von zehn Werktagen nach Eingang der Antragsakte auf Teilnahme an dem Studientag zur industriellen Technik stellt die Verwaltung dem Antragsteller eine Empfangsbestätigung zu, die mitteilt, ob die Antragsakte vollständig ist. Ist die Akte unvollständig, werden in der Empfangsbestätigung die fehlenden Unterlagen aufgeführt und wird mitgeteilt, dass das Verfahren ab dem Tag des Erhalts der vollständigen oder nicht vollständigen Akte wieder aufgenommen wird.

Innerhalb von sechs Monaten nach Eingang der vollständigen Antragsakte stellt die Verwaltung dem Antragsteller alle Auskünfte bezüglich des nächsten Studientages zur industriellen Technik zu.

Die Bescheinigung über die ergänzende Zulassung wird dem Antragsteller innerhalb von drei Monaten ab der Teilnahme an dem Studientag zur industriellen Technik zugestellt.

Die ergänzende Zulassung in Verbindung mit den Branchenvereinbarungen wird für einen Höchstzeitraum von zwei Jahren oder die kürzeste Restdauer der Zulassung als Energieauditor für Gebäude oder der Zulassung als Energieauditor für Industrieverfahren oder der Zulassung als Energieauditor im Bereich der erneuerbaren Energien gewährt, wenn diese weniger als zwei Jahre beträgt.

§ 4. Der Antrag auf Erneuerung der Zulassung wird gemäß dem in § 2 und § 3 bestimmten Verfahren untersucht. Wenn der Antrag auf Teilnahme an dem Studientag zur industriellen Technik jedoch sechs Monate vor dem Ablaufdatum der ergänzenden Zulassung eingereicht worden ist, wird die Zulassung wenn nötig bis zum Zeitpunkt verlängert, wo der Studientag zur industriellen Technik von der Verwaltung organisiert wird.

Art. 35 - Der Minister oder sein Beauftragter ist berechtigt, die Audits und Studien zu kontrollieren, die von einem zugelassenen Energieauditor durchgeführt wurden, der über die ergänzende Zulassung in Verbindung mit den Branchenvereinbarungen verfügt.

Der Minister kann den Auditor bestrafen, der ein Audit oder eine Studie durchgeführt hat, das den in der Anlage 4 bestimmten Qualitätskriterien nicht entspricht.

Unbeschadet der Möglichkeit von Strafmaßnahmen kann die Verwaltung dem Auditor die Korrektur der Audits oder Studien auferlegen, deren schlechte Qualität festgestellt worden ist.

Wenn der Minister oder sein Beauftragter in einem Audit oder einer Studie Mängel feststellt, informiert er den Auditor brieflich darüber.

In diesem Brief werden der oder die betreffenden Audit- oder Studienberichte sowie die in Anlage 4 bestimmten Qualitätskriterien, deren Nichteinhaltung festgestellt worden ist, erwähnt; durch diesen Brief wird der Auditor ebenfalls vorgeladen. Bei dessen Anhörung lässt Letzterer seine Argumente bezüglich der festgestellten Mängel gelten. Nach dieser Anhörung oder wenn der zugelassene Energieauditor die Anhörung verweigert, beschließt der Minister ggf. die Einsendung einer Mahnung, die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung.

Der Minister oder sein Beauftragter stellt dem Energieauditor seinen Beschluss zu.

Art. 36 - Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen Energieauditoren, die über die ergänzende Zulassung in Verbindung mit den Branchenvereinbarungen verfügen.

KAPITEL V — *Übergangsbestimmungen*

Art. 37 - Die Zuschussanträge, die vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses eingereicht worden sind, unterliegen weiterhin dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE).

Art. 38 - Vorliegender Erlass ist auf die Zulassungsanträge anwendbar, die am Tage dessen Inkrafttretens im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) eingereicht wurden.

Art. 39 - Vorliegender Erlass ist auf die Zulassungen anwendbar, die vor dessen Inkrafttreten im Rahmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) erlangt wurden, und zwar unter folgenden Bedingungen:

1° die zugelassenen Auditoren, die ihre Zulassung für einen der folgenden Zuständigkeitsbereiche erhalten haben, haben Anspruch auf eine Zulassung als Energieauditor für Gebäude:

- a) Energieaudit von Gebäuden;
- b) Audit von Heizungs-, Belüftungs- und Klimatisierungssystemen;

2° die zugelassenen Auditoren, die ihre Zulassung für den Zuständigkeitsbereich bezüglich der Durchführung von Audits von Beleuchtungssystemen erhalten haben, haben Anspruch auf eine Zulassung als Energieauditor für Beleuchtungssysteme;

3° die zugelassenen Auditoren, die ihre Zulassung für den Zuständigkeitsbereich bezüglich der Durchführung von Energieaudits von Industrieverfahren erhalten haben, haben Anspruch auf eine Zulassung als Energieauditor für Energieverfahren;

4° die zugelassenen Auditoren, die ihre Zulassung für den Zuständigkeitsbereich bezüglich der Durchführung von Audits von Systemen zur Energieerzeugung aus erneuerbaren Quellen erhalten haben, haben Anspruch auf eine Zulassung als Energieauditor für die Produktion von erneuerbaren Energien und die Kraft-/Wärme-Kopplung.

KAPITEL VI — *Schlussbestimmungen*

Art. 40 - Bei Betrug gegen vorliegenden Erlass oder den Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE"), kann der Zuschussempfänger während zehn Jahren ab der Feststellung des Betrugs keinen neuen Zuschuss im Sinne vorliegenden Erlasses beantragen.

Art. 41 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE), abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. September 2010 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Februar 2012, wird aufgehoben.

Art. 42 - Vorliegender Erlass und seine Anlagen treten am Tag ihrer Unterzeichnung in Kraft, mit Ausnahme von Kapitel 3 und Kapitel 4, die die Artikel 28 bis 36 enthalten, und von den Anlagen 4 und 5, die am Tage ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft treten.

Art. 43 - Vorliegender Erlass kann auch mit dem Wortlaut "AMURE" bezeichnet werden.

Art. 44 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Energiewesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE 1

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Einführung einer Energiebuchhaltung

1. Zielsetzung

Die Energiebuchhaltung hat zum Ziel, eine Überwachung des gesamten Energieverbrauchs eines Unternehmens über die Zeit zu ermöglichen und die im Bereich des Energiemanagements zu treffenden Entscheidungen zu dokumentieren und zu begründen, indem insbesondere folgende Maßnahmen gewährleistet werden:

1° die Sammlung, Verarbeitung und Übermittlung von Informationen bezüglich der pro technische Betriebseinheit, System, Produkt, Verbrauchspunkt, Dienst, Benutzung oder Einheit verbrauchten Energieträger;

2° die Festlegung von Verbrauchskoeffizienten pro technische Betriebseinheit, System, Produkt, Verbrauchspunkt, Dienst, Benutzung oder Einheit;

3° eine Alarm- und Kontrollfunktion bei übermäßigem Energieverbrauch;

4° die Bewertung der Auswirkungen der durchgeführten Maßnahmen.

2. Anforderungen

§ 1. Die Energiebuchhaltung muss das Folgende ermöglichen:

1° die Sammlung der in physikalischen Einheiten ausgedrückten Daten über den Verbrauch der verschiedenen Energieträger, die Produktionsvolumen und ihre verschiedenen Anwendungen, pro Träger und Zweckbestimmung, unabhängig von den Preisen und Tarifen, für mindestens 75 % des Gesamtenergieverbrauchs am Standort;

2° die automatische Rückübermittlung der Daten zu einer zentralen Sammelstelle;

3° die Ausarbeitung von Indikatoren, die u.a. auf den spezifischen Verbrauchsdaten basieren;

4° eine regelmäßige, zumindest monatliche Überwachung der Lage über die Zeit, so dass bei jedem übermäßigen Verbrauch oder anormalen Zustand eine rasche Reaktion ermöglicht wird;

5° die Berücksichtigung jeglicher bedeutenden Schwankung des Produktmixtes, des Produktionsniveaus, und jeglicher Verfahrensänderung;

6° die Miteinbeziehung aller Stufen der Informationsverarbeitung: Erfassung und Verarbeitung der relevanten Daten, Bildung von operationellen Indikatoren, Mitteilung an die Personen, die im Stande sind, die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, ständige Überwachung der Weiterentwicklung. Die Ergebnisse müssen u.a. auf die Verbesserung der Energieeffizienz und der Energiebilanz im Allgemeinen hinweisen.

§ 2. Der Ablauf der Energiebuchhaltung umfasst drei unterschiedliche Stufen:

1° die Datensammlung:

Die Sammlung der Daten muss zur Identifizierung der Systeme und Verbrauchspunkte führen, indem die Anwendungen ggf. differenziert werden, so dass eine allgemeine Übersicht des Energieverbrauchs entsteht.

Jedes System, jede Produktionslinie und jeder Verbrauchspunkt muss durch folgende Angaben identifiziert werden:

a) der Energieträger;

b) die Energiebenutzung;

c) die Energiezufuhr (Zähler oder Lagerung);

d) die physikalische Zähleinheit (Liter, m³, kg, kWh,...);

e) der Multiplikator zwischen dem Index und der physikalischen Zähleinheit;

f) der anzuwendende Multiplikator für die Standardisierung des Verbrauchs in MWh.

2° die Datenverarbeitung:

Die gemessenen Daten müssen derart gespeichert und verarbeitet werden, dass:

a) der Energieverbrauch standardmäßig mit einer selben Einheit (MWh) ausgedrückt wird;

b) der Energieverbrauch in Primärenergie-Einheiten gerechnet wird;

c) der Einfluss schlechter Wetterbedingungen in den Verbrauchsdaten beseitigt wird, indem diese auf eine als Referenz dienende Wetterlage aufgrund von Gradtagen zurückgebracht werden;

d) die CO₂-Emissionen für eine als Referenz dienende Klimalage berechnet werden;

e) für jedes System und jeden Verbrauchspunkt Vergleichsquoten und eine für die Nutzung des Gebäudes typische Leistungstabelle erstellt werden, unter Berücksichtigung des Nutzungsgrads des Gebäudes, des Systems oder der Produktionslinie. Jede für das Energiemanagement verantwortliche Person wählt die Kriterien aus, die für sie am meisten relevant sind.

3° Auslegung und Darstellung der Ergebnisse:

Um die Ergebnisse auszulegen und operative Schlussfolgerungen zu ziehen, ist eine gute Kenntnis der Nutzung, auf die sich die Verbrauchspunkte beziehen, erforderlich.

Der Antragsteller ist verpflichtet, eine Person zu bezeichnen, die für die Überwachung und die Auswertung der Daten verantwortlich ist.

Gegebenenfalls können mit den Ergebnissen insbesondere folgende Elemente festgestellt werden:

a) Lese- und Kodierfehler oder plötzlicher übermäßiger Verbrauch;

b) Regulierungsprobleme;

c) allmählich vortretender Überverbrauch (mangelnde Wartung der Ausrüstungen,...);

d) die kostenlose Zuführung von Wärme in der warmen Jahreszeit;

e) das Vorhandensein eines Energieverbrauchs, der nicht von der Wetterlage oder der Produktion abhängt;

f) die Erstellung einer Energieverbrauchsstufe, die als Referenz dient;

g) die Erstellung eines Referenz-Haushaltsplans für die Energieausgaben;

h) die Messung der dank der durchgeführten Projekte erreichten Ersparnisse.

Die Ergebnisse müssen auf deutliche, für Nichtspezialisten verständliche Weise dargelegt werden (graphische Darstellung, Tabelle,...).

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE 2

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für Energieaudits und globale Energieaudits

1. Zielsetzung

Das globale Energieaudit oder das Energieaudit eines Unternehmens hat zum Zweck, dem Auftraggeber auf einfache und trotzdem eindeutige Weise eine Lage der Energieeffizienz des unter realen Gebrauchsbedingungen geprüften Unternehmens, sowie die Verbesserungen, die vorgenommen werden können, und die sich daraus ergebenden Energieeinsparungen vorzulegen. Das Audit muss die Erstellung eines globalen Aktionsplans umfassen, der die vorzunehmenden Maßnahmen hierarchisch gliedert und die Verbesserung der Energieeffizienz des Unternehmens bezweckt, und zwar durch die Bewertung der Relevanz einer Investition, die durchzuführen ist und die dazu bestimmt ist:

- 1° die Energie rationeller zu benutzen;
- 2° auf erneuerbare Energiequellen oder auf hocheffiziente Kraft-Wärme-Kopplung zurückzugreifen.

Dieser globale Aktionsplan setzt sich aus den gesamten Maßnahmen zusammen, die das Unternehmen im Laufe der künftigen Jahre einleiten wird, einschließlich der zu diesem Zweck erforderlichen Investitionen. Er umfasst eine quantifizierte Bewertung der Effizienz jeder dieser Maßnahmen (Senkung der Energieverbrauchswerte, der Kosten), sowie einen Kalender mit der zeitlichen Abfolge der Investitionen.

2. Anforderungen

§ 1. Das globale Energieaudit muss die folgenden Punkte umfassen:

1° eine Beschreibung der Merkmale des Unternehmens und dessen Anwendungen auf der Grundlage von energetischen Erwägungen, einschließlich der Managementsysteme und der Schlüsselparameter für die Regulierung;

2° eine globale Untersuchung der Energieflüsse im Unternehmen: Energieverbrauch in den letzten drei Kalenderjahren pro Energieträger (Gas, Heizöl, Strom, Kohle,...), die in physikalischen Einheiten (kWh, Tonne, Liter,...), in kWh ausgedrückt und normalisiert (d.h. auf ein Jahr unter normalen Klimaumständen - für die betroffenen Anwendungen - zurückgebracht) sind. Sie führt zu einer Tabelle des in MWh Primärenergie umgerechneten Endverbrauchs und der CO₂-Emissionen (Kg CO₂) (ggf. auf der Grundlage der in der Methodenbeschreibung angegebenen Umrechnungsfaktoren);

3° eine Identifizierung der Punkte, wo die Energieeffizienz im Unternehmen verbessert werden kann, in der Vorrangreihenfolge angeführt, einschließlich der Heranziehung von erneuerbaren Energien und hochqualitativer Kraft-/Wärme-Kopplung;

4° die jährliche Berechnung auf Ebene des Unternehmens der Energieverbrauchswerte und der Produktionsvolumen (in physikalischen Einheiten), pro Produkt, und ggf. pro Produktionslinie oder -stufe;

5° die Ausarbeitung von Indikatoren, die u.a. auf den spezifischen Verbrauchsdaten basieren;

6° die Identifizierung, Begründung und technisch-wirtschaftliche Bewertung der besten Projekte zur Verbesserung der Energieeffizienz und ihrer Varianten, insbesondere aufgrund folgender Kriterien:

- a) die technisch-wirtschaftliche Qualität;
- b) die Akzeptanz seitens des Unternehmens, insbesondere gegenüber seiner internen Organisation und der erforderlichen Wartungsaktivitäten;
- c) die potentielle Senkung des Primärenergieverbrauchs;
- d) die potentielle Senkung der CO₂-Emissionen;

Das Audit muss zur Ausarbeitung eines globalen Aktionsplans zur Verbesserung der Energieeffizienz des Unternehmens führen.

§ 2. Der Auditbericht über das Energieaudit muss insbesondere das Folgende umfassen:

1° Zielsetzung des Audits (welche sind die im Audit untersuchten Energieträger, die etwaigen Begrenzungen, ...)

2° die Arbeitshypothesen: im Audit verwendete Parameter (Umsetzungsfaktoren - unterer Heizwert, oberer Heizwert, CO₂-Emissionskoeffizient - Kosten der unterschiedlichen Energieträger, ...) müssen deutlich angegeben werden;

3° die allgemeine Darstellung der Merkmale des Unternehmens;

4° die Analyse der Verbrauchsmengen - idealerweise über mindestens 3 Jahre für jeden analysierten Energieträger - (in Bruttowerten, die ggf. korrigiert werden); ggf. Entwicklung des Verbrauches im Laufe eines bestimmten Zeitraums (Kalenderjahr, Sommermonate, ...), mittels deren vorübergehende Phänomene erkennbar werden können (viertelstündige Spitze, Verbrauchsspitze, ...);

5° die detaillierte Beschreibung der Gebäude und der Ausrüstungen mit deren etwaigen Mängeln;

6° die Energiebilanz (durch Rechnungen unterstützt);

7° detaillierte Verbesserungsvorschläge, mit Zahlen für die Kosten, die Energieeinsparung, die Verringerung der Emissionen von gasförmigen Schadstoffen und Rentabilität belegt - die Verbesserungen werden in einer logischen Reihenfolge oder nach deren Priorität (begründet durch den Zustand der Ausrüstungen, die erreichten Einsparungen und die Rentabilität) vorgestellt, dies unter Berücksichtigung der Auswirkungen von jeder von ihnen auf die folgenden; man wird besonders auf die Anpassung der Bedürfnisse an das vorgeschlagene Material aufmerksam sein;

8° etwaiges Zurückgreifen auf Technologien wie die Kraft/Wärme-Kopplung, die Verwendung von erneuerbaren Energiequellen;

9° für die berücksichtigten Verbesserungen verfügbare Beihilfen (Quellen, Beträge, ...)

10° Schlussfolgerungen, die deutlich und durch eine Person, die keine spezifische Kenntnisse in den betreffenden Bereichen hat, interpretierbar sein müssen.

§ 3. Die vorgeschlagenen Verbesserungen müssen die Anforderungen, und insbesondere die energetischen Anforderungen, die kraft der verschiedenen Regelungen gelten, einhalten.

Wenn die verschiedenen Berechnungen mit ihren Hypothesen und den verwendeten Parametern, kein Bestandteil des Audits sind, werden sie als Anlage angegeben.

§ 4. Dasselbe Schema wird für ein Energieaudit für eine besondere Benutzung angewandt, wobei sich die Analyse auf diese besondere Benutzung konzentriert.

Der Minister ist berechtigt, den Inhalt des Audits und des Auditberichts zu ergänzen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

ANLAGE 3

Lastenheft mit den Mindestanforderungen für die Ausführung einer Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition

1. Zielsetzung:

Die Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition hat zum Ziel, den Unternehmen eine Beurteilung der Relevanz einer Investition zu ermöglichen, die darauf abzielt, die Energie rationeller zu verwenden oder auf erneuerbare Energiequellen oder auf hochwertige Kraft/Wärme-Kopplung zurückzugreifen. Sie zielt darauf ab, die Vordimensionierung und die interessantesten technischen, energetischen und wirtschaftlichen Merkmale einer Investition ohne Hinweis auf einen bestimmten Typ oder eine bestimmte Marke bezüglich dieser Investition festzulegen. Die Studie muss mehrere Hypothesen prüfen.

2. Anforderungen:

Die Durchführbarkeitsvorstudie betreffend eine Investition muss die folgenden Elemente enthalten:

1° die Darstellung der durch die Investition zu befriedigenden energetischen Bedürfnisse und der effektive Verbrauch vor der Investition;

2° die Arbeitshypothesen;

3° die Berechnung der technischen Dimensionierung der Investition und die für diese Berechnung benutzten Bezugsgrößen müssen deutlich angegeben werden;

4° die Identifizierung und die Begründung der Relevanz des ursprünglich untersuchten Projekts und seiner Varianten, insbesondere aufgrund folgender Kriterien: die technisch-wirtschaftliche Qualität, die Akzeptanz seitens des Unternehmens, insbesondere gegenüber seiner internen Organisation;

5° ggf. die globale Energiebilanz unter Berücksichtigung des vorgeschlagenen Systems, der bestehenden Systeme, ihrer Regulierungsart und ihrer Interaktion;

6° ggf. eine Bewertung der Betriebsanforderungen (Instandhaltung,...);

7° eine Bewertung der Energie- und CO₂-Einsparungen;

8° eine Einschätzung des wirtschaftlichen Aufwands der Investition;

9° eine Schätzung der Payback-Dauer der Investition;

10° die Rechtfertigung der Auswahl der geplanten Technik und Vorrichtungen.

Was die Benutzung der Biomasse betrifft, werden die Empfehlungen und Vorschriften des "Observatoire de la biomasse" berücksichtigt, sobald sie offiziell werden.

Der Minister ist berechtigt, den vorgeschriebenen Inhalt der Durchführbarkeitsvorstudie zu revidieren.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

ANLAGE 4

Durch die Verwaltung im Rahmen des Zulassungsverfahrens und der Auszahlung des Zuschusses analysierte Qualitätskriterien

Kriterium 1: Zielsetzungen, Hypothesen und Bestandsaufnahme:

1° Zweck des Audits oder der Studie: im Audit untersuchte Energieträger, eventuelle Einschränkungen,...;

2° Arbeitshypothesen: im Audit verwendete Parameter (Umsetzungsfaktoren - unterer Heizwert, oberer Heizwert, CO₂-Emissionskoeffizient - Kosten der unterschiedlichen Energieträger,...);

3° Bewertung der Lage: Allgemeine Darstellung der Merkmale des (bzw. der) Gebäude(s) (Baujahr, Architektur, Zweckbestimmung, benutzte Fläche, ...) oder des Industrieverfahrens oder der Nützlichkeit (Dampf, Druckluft, usw.)

Kriterium 2: Analyse der Lage

1° Analyse der Verbrauchsmengen - idealerweise je Zeiträume von mindestens drei Jahren für jeden analysierten Energieträger - (in Bruttowerten, die eventuell unter Berücksichtigung der Gradtage korrigiert werden: ggf. Vergleich mit einem Benchmark, ...) ggf. Entwicklung des Verbrauches im Laufe eines bestimmten Zeitraums (Kalenderjahr, Sommermonate, ...) mittels deren vorübergehende Phänomene erkennbar werden können (viertelstündige Spitze, Verbrauchsspitze, ...)

2° Detaillierte Beschreibung des Industrieverfahrens, der Nützlichkeit oder der Umhüllung des Gebäudes und der Ausrüstungen mit deren etwaigen Mängeln;

3° Energiebilanz (durch Rechnungen unterstützt - z.B. für ein Gebäude: Werte der Übertragungskoeffizienten, Schätzung der Lüftererneuerung, Berechnung der Wärmeverluste, Leistungen der Anlage,...).

Kriterium 3: mit Zahlen belegte Vorschläge zu Verbesserungen für die Audits und die Studien

1° Verbesserungsvorschläge, die in einer logischen Reihenfolge oder nach deren Priorität (begründet durch den Zustand des Gebäudes und der Ausrüstungen, die erreichten Einsparungen und die Rentabilität) vorgestellt werden, dies unter Berücksichtigung der Auswirkungen von jeder von ihnen auf die folgenden; man wird besonders auf die Anpassung der Bedürfnisse an das vorgeschlagene Material aufmerksam sein;

2° Die Verbesserungsvorschläge werden den Einsatz von erneuerbaren Energiequellen und Kraft-/Wärme Kopplung berücksichtigen müssen.

Kriterium 4: Kenntnis der Mechanismen in Sachen finanzielle Beihilfen der öffentlichen Behörden

Für die berücksichtigten Verbesserungen verfügbare Beihilfen (Quellen, Beträge,...).

Kriterium 5: Schlussfolgerungen

Kurze Auflistung der relevantesten Beschlüsse, die umzusetzen sind, um die Lage unter Berücksichtigung der festgesetzten Zielsetzung aufzubessern.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE 5

Faktoren für die Umrechnung von Primärenergie in energetische CO₂-Emissionen

Hier werden die CO₂-Emissionen berücksichtigt, die mit der Benutzung (als mit der Produktion) der verschiedenen vom Unternehmen verbrauchten Energieträger verbunden sind. Es werden möglichst konventionelle Umrechnungsfaktoren benutzt.

Vereinbarungsgemäß werden nur die CO₂-Emissionen und nicht die gesamten Treibhausgasemissionen berücksichtigt. Andererseits werden nur die energetischen CO₂-Emissionen berücksichtigt.

Nicht energetische CO₂-Emissionen sind Emissionen, die in Industrieverfahren vorkommen, die nicht auf die Verbrennung von fossilen Brennstoffen zurückzuführen sind. Sie beruhen auf dem Vorhandensein einer bestimmten Menge von Kohlenstoff in den in das Verfahren eingeführten Rohstoffen, von denen ein Teil in CO₂ umgewandelt wird, und in die Atmosphäre gelangt, oder auf einer sauberen Benutzung von CO₂, wovon ein Teil in die Atmosphäre verloren geht. Bei den Industriegängen, die nicht energetische CO₂-Emissionen erzeugen, handelt es sich u.a. um die Dekarbonierung von Kalk in Klinker- oder Kalköfen, die Dekarbonierung von Gußeisen in Sauerstoffblasstahlwerken, die Reformierung von Erdgas bei der Zubereitung von Ammoniak, die Benutzung von CO₂ als Inertgas im Nahrungsmittelbereich, die Einspeisung von CO₂ in Getränke bei der Herstellung von kohlenstoffhaltigen Getränken, die potentielle Benutzung von CO₂ als Treibgas oder Schäummittel bei der Herstellung von Kunststoffschäumen oder die Abwasserklärung.

Faktoren für die Umrechnung von Primärenergie in energetische CO₂-Emissionen

(Nicht erneuerbare) Elektrizität Der Umrechnungsfaktor für die nicht erneuerbare Elektrizität wird berechnet, indem man davon ausgeht, dass sie in einem Erdgas-Kraftwerk produziert wird, das einen gesamten Wirkungsgrad für die Energieerzeugung und -verteilung von 40 % aufweist. Somit ist der Umrechnungsfaktor in CO₂-Emissionen 55,8 kg/GJp oder 200,9 kg CO₂/MWhp, oder aber 502,2 kg CO₂/MWhé (wobei MWhé als Endenergie ausgedrückt wird).

Erneuerbare Elektrizität In diesem Fall wird von einer Null-Emission von energetischem CO₂ ausgegangen, d.h. 0 kg CO₂/GJp.

Brennstoffe (fossile Energien, alternative Brennstoffe, unvermeidliche Gase, Biomasse) Standardmäßig sind die benutzten Koeffizienten diejenigen, die vom IPCC vorgeschlagen werden; die wichtigsten davon befinden sich in der nachstehenden Tabelle.

Die Vorschriften des IPCC (1996a) geben an, dass die mit der Verbrennung von Biomasse zwecks der Erzeugung von Energie verbundenen CO₂-Emissionen nicht im Verzeichnis stehen, weil davon ausgegangen wird, dass eine ungefähr gleiche Menge CO₂ durch das Wachsen neuer Kulturen aufgenommen wird. Der Emissionsfaktor für Biomasse wird also als Null betrachtet. Dies betrifft das Brennholz, den in Papierfabriken benutzten Sekundärbrennstoff und die als erneuerbare Energie benutzte Biomasse.

	(kg CO ₂ /GJp)	(kgCO ₂ /MWhp)
Kohle	92,7	333,7
Kokereikoks	106,0	381,6
Braunkohle	99,2	357,1
Halde	92,7	333,7
Teer	100,6	362,2
Extra-schweres Heizöl	76,6	275,6
Heizöl	73,3	263,9
Kerosin	70,8	254,9
Benzin	68,6	247,0
LPG	62,4	224,6
Raffineriegas	72,6	261,4
Petrolkoks	99,8	359,3
sonstige Erdölzeugnisse	72,6	261,4
Erdgas	55,8	200,9
Kokereigas	47,4	170,6
Hochofengas	256,8	924,5
Rückgew. Zellstoff & Papier	0,0	0,0
Sonstige Abfälle	88,0	316,8
Brennholz	0,0	0,0
Sonstige Brennstoffe	72,6	261,4

Bemerkung: in der oben stehenden Tabelle schließt der Begriff "sonstige Brennstoffe" jede Biomasse aus.

Wenn das Unternehmen am "ETS" (Emission Trading System) teilnimmt, kann es als CO₂-Emissionsfaktoren die Werte übernehmen, die zwecks ihrer Anmeldung im Rahmen des Follow-up der ETS-Richtlinie verbucht wurden. Wenn ein Unternehmen an einer Branchenvereinbarung teilnimmt und die Umrechnungsfaktoren des ETS benutzt, dann muss es diese während der ganzen Dauer der Vereinbarung benutzen, d.h. für alle Berichte im Rahmen seiner Teilnahme an einer Vereinbarung und alle Anträge auf AMURE-Zuschüsse.

Der Minister ist berechtigt, alle Umrechnungsfaktoren für jede Energiequelle zu revidieren.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

ANLAGE 6

Zuständigkeiten der Energieauditoren

	Globales Energieaudit	Energieaudit	Durchführbarkeitsstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit
Unternehmen, das keine Absichtserklärung unterschrieben hat	Energieauditor, der für Gebäude, Industrie-verfahren und erneuerbare Energien - Kraft-/Wärme-Kopplung zugleich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	/	/
Unternehmen, das eine Absichtserklärung unterschrieben hat	Energieauditor, der für Gebäude, Industrie-verfahren und erneuerbare Energien - Kraft-/Wärme-Kopplung zugleich zugelassen ist, und über die ergänzende Zulassung in Verbindung mit Branchenvereinbarungen verfügt	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist, was die Studien betrifft, die zu 50 % bezuschusst werden, und zudem über die ergänzende Zulassung in Verbindung mit Branchenvereinbarungen verfügt, was die Studien betrifft, die zu 75 % bezuschusst werden	/	/

	Globales Energieaudit	Energieaudit	Durchführbarkeitsvorstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit
Unternehmen, das Partner einer Branchenvereinbarung ist	Energieauditor, der für Gebäude, Industrieverfahren und erneuerbare Energien - Kraft-/Wärme-Kopplung zugleich zugelassen ist, und über die ergänzende Zulassung in Verbindung mit Branchenvereinbarungen verfügt	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist, mit der ergänzenden Zulassung in Verbindung mit Branchenvereinbarungen	Energieauditor, der für den entsprechenden Zuständigkeitsbereich zugelassen ist, mit der ergänzenden Zulassung in Verbindung mit Branchenvereinbarungen	Energieauditor	Energieauditor, der für Gebäude und Industrieverfahren zugelassen ist, und über die ergänzende Zulassung in Verbindung mit Branchenvereinbarungen verfügt, oder innerbetriebliche Dienstleister, die an der Ausbildung nach Artikel 15, Abs. 1 teilgenommen haben

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

ANLAGE 7

Bezuschussungssatz für die Unternehmen

	Einführung einer Energiebuchhaltung	Globales Energieaudit	Energieaudit	Durchführbarkeitsvorstudie	Durchführbarkeitsstudie	Jährliches Follow-up-Audit	Technische Zulassung eines Produkts
Unternehmen, das keine Absichtserklärung unterschrieben hat	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €
Unternehmen, das eine Absichtserklärung unterschrieben hat	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	75 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	75 % für die ersten beiden Studien betreffend erneuerbare Energien 50 % für den Rest mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €
Unternehmen, das Partner einer Branchenvereinbarung ist	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	75 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	75 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	75 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	75 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €	75 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 4.000 €	50 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 320.000 €

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

ANLAGE 8

Bezuschussungssatz für repräsentative Unternehmensverbände und Unternehmen, die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben

	Studie über die Relevanz der Roadmap 2050	Roadmap 2050	Vorbereitung, Betreuung und Follow-up einer Branchenvereinbarung	Aktion zur Verbesserung der Energieeffizienz eines Sektors
Unternehmensverbände, die Unternehmen vertreten, die nicht Partner einer Branchenvereinbarung sind	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig	100 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 20.000 €
Unternehmensverbände, die Unternehmen vertreten, die Partner einer Branchenvereinbarung sind	100 % *1	100 % *1	100 % *1	Nicht zuschussfähig
Unternehmen, die ohne die Vermittlung eines repräsentativen Unternehmensverbands eine Branchenvereinbarung unterschrieben haben	100 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 20.000 €	100 % mit einem jährlichen Höchstbetrag von 20.000 €	Nicht zuschussfähig	Nicht zuschussfähig

*1 Für diese drei Posten zusammen ist der jährliche Höchstbetrag 80.000 €

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2014 über die Gewährung von Zuschüssen an Unternehmen und repräsentative Unternehmensverbände zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor ("AMURE") als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 27. Februar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/202022]

27 FEBRUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energie-efficiëntie en ter bevordering van een rationeler energiegebruik in de privé-sector (AMURE)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 9 december 1993 betreffende de steun en de tegemoetkomingen van het Waalse Gewest voor de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën, artikelen 9 tot 10;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energie-efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE);

Gelet op het nationaal klimaatplan van 14 november 2002 en op het decreet van 13 november 2003 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het opstellen, het uitvoeren en het opvolgen van een Nationaal Klimaatplan, alsook het rapporteren, in het kader van het Raamverdrag van de Verenigde Naties inzake Klimaatverandering en het Protocol van Kyoto, gesloten te Brussel op 14 november 2002;

Gelet op het leefmilieuplan voor een duurzame ontwikkeling, goedgekeurd door de Waalse Regering op 9 maart 1995;

Overwegende dat het wenselijk is dat de programma's ter verbetering van de energie-efficiëntie van de ondernemingen ondersteund worden en dat het aandeel van de hernieuwbare energiebronnen in de primaire energiebalans van Wallonië vergroot wordt;

Overwegende dat vakovereenkomsten met de beroepsfederaties tot stand zijn gebracht voornamelijk om de energie-efficiëntie van die sectoren te verbeteren, om ze gevoelig te maken voor investeringen in de hernieuwbare energieën en hun milieueffecten te beperken buiten de perimeter van hun eigen activiteit;

Overwegende dat het van belang is de besluitvorming binnen de ondernemingen te steunen opdat ze hun energie-uitgaven beter zouden kunnen beheren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 30 september 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 3 oktober 2013;

Gelet op het advies 54.595/4 van de Raad van State, gegeven op 21 januari 2014, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister die voor het energiebeleid bevoegd is;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG en Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en Richtlijn 2003/30/EG worden gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Minister : de Minister die voor het energiebeleid bevoegd is;

2° onderneming : elke rechtspersoon uit de privé-sector;

3° Administratie : de Waalse Overheidsdienst, Operationeel directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting, Erfgoed en Energie, Departement Energie en Duurzaam Gebouw;

4° vakovereenkomst : milieu-overeenkomst in de zin van artikel D.82 van het Milieuwetboek betreffende de vermindering van de specifieke broeikasgasemissies en de verbetering van de energie-efficiëntie;

5° intentieverklaring : document ondertekend door een onderneming die zodoende haar intentie verklaart om toe te treden tot een te sluiten of al gesloten vakovereenkomst;

6° bron van hernieuwbare energieën; elke andere energiebron dan fossiele brandstoffen en splijtbare stoffen waarvan het verbruik het toekomstige gebruik niet beperkt, met name waterkracht, windenergie, zonne-energie, geothermische energie en biomassa;

7° eindenergie : energie gefactureerd door een leverancier;

8° primaire energie : energie verkregen na toepassing op de eindenergieën van een conversiefactor conform bijlage 5, om ze in dezelfde fysische eenheid uit te drukken zodat ze vergeleken kunnen worden;

9° energieboekhouding : systeem inzake boekhouding van de energiestromen overeenkomstig het minimumbestek bedoeld in bijlage 1;

10° energie-efficiëntie : meting van de wijze waarop de verbruikte energie gebruikt wordt om producten te verkrijgen die een toegevoegde waarde genereren, waarbij de energieverbruiken in primaire energie uitgedrukt worden en de producten in fysische eenheden;

11° energieaudit : een systematische procedure, overeenkomstig het minimumbestek bedoeld in bijlage 2;

12° globale energieaudit : energieaudit toegepast op het geheel van de gebouwen en industriële processen die zich binnen dezelfde perimeter bevinden;

13° prehaalbaarheidsonderzoek : onderzoek uitgevoerd overeenkomstig het minimumbestek bedoeld in bijlage 3;

14° haalbaarheidsonderzoek : onderzoek waardoor een specifiek type of merk van uitrusting nauwkeurig gedimensioneerd kan worden in het kader van een investering met het oog op het gebruik van hernieuwbare energieën of kwaliteitsvolle biomassa-warmtekrachtkoppeling en op grond waarvan technische voorschriften van een bestek opgesteld worden;

15° methodologische nota : nota bevattende de methodologie van de vakovereenkomsten zoals bekendgemaakt op de internetsite van de Administratie;

16° jaarlijkse opvolgingsaudit: methode inzake de evaluatie en de aanpassing van de indicatoren voor de opvolging van de energie-efficiëntie en de vermindering van CO₂-emissies zoals omschreven in de methodologische nota;

17° representatieve organisatie van ondernemingen : instelling met rechtspersoonlijkheid die representatief is voor ondernemingen die een activiteit van dezelfde aard uitoefenen of geconfronteerd worden met een gemeenschappelijk milieuprobleem, en die door het geheel of een deel van haar leden gemandateerd wordt om hen te helpen bij de verbetering van hun energie-efficiëntie of om aan een vakovereenkomst deel te nemen;

18° stappenplan 2050 : onderzoek en omschrijving, verricht door een representatieve organisatie van ondernemingen of een onderneming die een vakovereenkomst gesloten heeft zonder bemiddeling van een representatieve organisatie, van de visie van haar ondernemingen of van de onderneming in 2050, bevattende :

- hun of haar verwachte antwoorden op de klimaateisen en, eventueel, op die i.v.m. de markt of op andere reglementaire eisen;

- een evaluatie van hun of haar blootstelling aan de evoluties van de prijzen van de fossiele energieën en de grondstoffen, zoals omschreven in de methodologische nota;

19° onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050 : onderzoek gevoerd door een representatieve organisatie van ondernemingen of een onderneming die een vakovereenkomst gesloten heeft zonder bemiddeling van een representatieve organisatie, ten einde het belang van de uitvoering van een stappenplan 2050 te identificeren alsook de haalbaarheid ervan te onderstrepen en de hulpmiddelen te bepalen die nodig zijn om het uit te voeren;

20° erkende energieauditeur : natuurlijke persoon erkend krachtens hoofdstuk 3;

21° technische erkenning : erkenning waaruit blijkt dat een product of een systeem voldoet aan de minimale voorwaarden om op de markt gebracht te worden;

22° werkdag: elke dag van de week, behalve zaterdag, zondag en wettelijke feestdagen;

23° dag: kalenderdag. Als de in dagen berekende termijn op een zaterdag, zondag of wettelijke feestdag verstrijkt, wordt hij tot de volgende werkdag verlengd.

HOOFDSTUK II. — *Toelagen*

Afdeling 1. — Toekenningsvoorwaarden

Art. 3. De Minister kan, binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en overeenkomstig dit hoofdstuk, toelagen verlenen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen voor :

1° de uitvoering van een energieaudit, een globale energieaudit, een prehaalbaarheidsonderzoek, een haalbaarheidsonderzoek, een jaarlijkse opvolgingsaudit;

2° de installatie van een energieboekhouding;

3° de uitvoering van een stappenplan 2050, het voeren van het onderzoek naar de relevantie van een stappenplan 2050;

4° het verkrijgen van een technische erkenning;

5° de voorbereiding, omkadering en opvolging van een vakovereenkomst;

6° het voeren van acties ter verbetering van de energie-efficiëntie.

Art. 4. De verschillende audits en onderzoeken worden gevoerd door energieauditeurs die erkend zijn volgens de procedure omschreven in hoofdstuk 3 of door energie-auditeurs overeenkomstig bijlage 6.

Art. 5. Alleen de rechtspersonen die een industriële activiteit uitoefenen kunnen een toelage aanvragen voor de tenuitvoerlegging van een energieboekhouding.

De boekhouding kan slechts gedeeltelijk zijn als een prehaalbaarheidsonderzoek gewezen heeft op het technisch-economisch belang om de boekhouding tot een gedeelte van de installaties te beperken.

De toekenning van de toelage voor de totstandbrenging van een energieboekhouding heeft voor de begunstigde tot gevolg dat hij verplicht is de informatie over de energieverbruiken van de ondernemingen gedurende vijf jaar jaarlijks aan de Administratie te verstrekken via het formulier dat zij ter beschikking stelt.

Als de informatie over de energieverbruiken niet verstrekt wordt, verliest de begunstigde van de toelage het recht om andere toelagen aan te vragen ter uitvoering van dit besluit zolang hij zich niet naar de voorschriften geschikt heeft.

Art. 6. De energieaudit en de globale energieaudit worden op bestaande installaties uitgevoerd.

Art. 7. Het prehaalbaarheidsonderzoek wordt op bestaande installaties gevoerd, tenzij het gaat om installaties betreffende een hernieuwbare energiebron of warmtekrachtkoppeling.

Art. 8. De technische erkenning houdt verband met energie-efficiëntie of draagt bij tot een betere beheersing van het energieverbruik.

Afdeling 2. — Subsidiëringspercentages

Art. 9. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister toelagen aan de ondernemingen verlenen overeenkomstig bijlage 7.

Tijdens de geldigheidsduur van de vakovereenkomst mag slechts één toelage per bedrijfslocatie verleend worden voor de uitvoering van een haalbaarheidsonderzoek.

Art. 10. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Minister toelagen verlenen aan de representatieve organisaties van ondernemingen en aan de ondernemingen die een vakovereenkomst hebben gesloten zonder bemiddeling van een representatieve organisatie, overeenkomstig bijlage 8.

Afdeling 3. — In aanmerking komende kosten

Art. 11. De toelage wordt berekend op basis van de in aanmerking komende kosten, excl. btw.

Art. 12. Voor de tenuitvoerlegging van een energieboekhouding zijn de in aanmerking komende kosten de kosten voor de levering, de aanleg, de installatie, de plaatsing en de aansluiting van de apparatuur voor het meten van de energieverbruiken, de accessoires, de kabels, de elektrische kasten, met inbegrip van de nodige apparatuur voor een eventuele teledienst, de apparatuur voor de registratie van gegevens en de software voor de aanwerving, analyse en validering ervan, alsook de kosten voor de opleiding van het desbetreffende personeel.

Het totaalbedrag van de toelage die voor hetzelfde dossier verleend wordt mag niet hoger zijn dan 320.000 euro.

Art. 13. Voor de uitvoering van een energieaudit, een globale energieaudit of een prehaalbaarheidsonderzoek zijn de in aanmerking komende kosten de nodige prestaties van de erkende energieauditeur.

Voor de ondernemingen die een intentieverklaring ondertekend hebben of een vakovereenkomst gesloten hebben, omvatten de in aanmerking komende kosten ook de prijs van de meetapparatuur, gekocht of gehuurd door de onderneming, die nodig is om het onderzoek tot een goed einde te brengen en de kosten van de interne prestaties van de onderneming als ze door de erkende energieauditeur gevalideerd en nodig geacht worden voor de uitvoering van de energieaudit, de globale energieaudit, het prehaalbaarheidsonderzoek of het haalbaarheidsonderzoek.

Het totaalbedrag van de toelage die voor hetzelfde dossier verleend wordt mag niet hoger zijn dan 320.000 euro.

Art. 14. Voor de uitvoering van een haalbaarheidsonderzoek zijn de in aanmerking komende kosten de nodige prestaties van de energieauditeur.

Het totaalbedrag van de toelage die voor hetzelfde dossier verleend wordt mag niet hoger zijn dan 320.000 euro.

Art. 15. De Minister kan de ondernemingen toelagen verlenen voor de jaarlijkse opvolgingsaudit als hij binnen de onderneming uitgevoerd wordt door een persoon die de gepaste opleiding gevolgd heeft zoals bedoeld in de methodologische nota.

Voor de uitvoering van een jaarlijkse opvolgingsaudit zijn de in aanmerking komende kosten de nodige prestaties van de erkende energieauditeur en de interne prestaties.

De in aanmerking komende kosten worden beperkt tot 4.000 euro.

Art. 16. Voor het verkrijgen van een technische erkenning zijn de in aanmerking komende kosten de kosten die door de erkenningsprocedure nodig gemaakt worden, zoals de kosten voor technische proeven en de aanleg van het dossier.

Het totaalbedrag van de toelage die voor hetzelfde dossier verleend wordt mag niet hoger zijn dan 320.000 euro.

Art. 17. § 1. De representatieve organisaties van ondernemingen en de ondernemingen die een vakovereenkomst gesloten hebben zonder bemiddeling van een representatieve organisatie kunnen de gesubsidieerde opdrachten zelf vervullen of door een derde laten vervullen.

§ 2. Wat betreft de ondernemingen die een vakovereenkomst gesloten hebben, omvatten de in aanmerking komende kosten voor de voorbereiding, omkadering en opvolging van de vakovereenkomst, de uitvoering van een stappenplan 2050 en het voeren van een onderzoek naar de relevantie hiervan, de interne prestaties van de representatieve organisatie van ondernemingen en de facturen van de externe dienstverleners die nodig zijn voor het ontwerp en de uitvoering van de metingen, met inbegrip van de kosten voor de verificatie van de berekening van de aggregatie van de gegevens van bovenbedoelde ondernemingen.

De in aanmerking komende kosten worden beperkt tot 80.000 euro per jaar.

§ 3. Wat betreft de ondernemingen die een vakovereenkomst gesloten hebben zonder bemiddeling van een representatieve organisatie, zijn de in aanmerking komende kosten voor de uitvoering van een stappenplan 2050 en een onderzoek naar de relevantie ervan die van de interne prestaties van de onderneming en de facturen van de externe dienstverleners die nodig zijn voor het ontwerp en de uitvoering van de metingen.

De in aanmerking komende kosten worden beperkt tot 20.000 euro per jaar.

Art. 18. De acties ter verbetering van de energie-efficiëntie van de ondernemingen die lid zijn van de representatieve organisatie van ondernemingen moeten betrekking hebben op een aantal ondernemingen die bij de instelling aangesloten zijn en een belangrijk deel van de door de sector verbruikte energie vertegenwoordigen.

Wat betreft de uitvoering van metingen ter verbetering van de energie-efficiëntie van een sector, zijn de in aanmerking komende kosten die voor de interne prestaties van de representatieve organisatie van ondernemingen, de facturen van de externe dienstverleners en de nodige leveringen voor het ontwerp en de uitvoering van de metingen.

De in aanmerking komende kosten worden beperkt tot 20.000 euro per jaar.

Art. 19. De toelage waarin dit besluit voorziet mag niet gecumuleerd worden met andere toelagen of premies verleend door het Gewest, de gemeenschappen, de provincies of de gemeenten.

Afdeling 4. — Aanvraag van de toelage

Art. 20. De toelage wordt aangevraagd voor de datum van de eerste factuur betreffende de audits, onderzoeken en werken waarvoor ze aangevraagd wordt.

Art. 21. Het dossier betreffende de aanvraag van de toelage bevat :

1° voor de totstandbrenging van een energieboekhouding :

a) het aanvraagformulier dat door de Administratie ter beschikking gesteld wordt;
b) een overzicht van de uit te voeren werken en van het te installeren materieel;
c) een kostenraming betreffende de levering en de plaatsing van het materieel dat in aanmerking komt voor de toelage;

d) een verklarende nota waaruit blijkt dat de werken voldoen aan de voorschriften van bijlage 1;

e) alle documenten betreffende de financieringsbronnen en de toelagen die al ontvangen of aangevraagd werden of die aangevraagd kunnen worden voor de uitvoering van de geplande werken;

2° voor de uitvoering van een energieaudit, een globale energieaudit, een prehaalbaarheidsonderzoek, een haalbaarheidsonderzoek en een jaarlijkse opvolgingsaudit :

a) het aanvraagformulier dat door de Administratie ter beschikking gesteld wordt;

b) desgevallend, een afschrift van de kostenraming van de erkende energieauditeur;

c) desgevallend, de raming van de interne prestaties gevalideerd door de erkende energieauditeur;

d) het attest van de energieauditeur waaruit blijkt dat hij vanaf de datum van bestelling van de energieaudit op geldige wijze beschikt over de vereiste erkenning(en);

e) alle documenten betreffende de financieringsbronnen en de toelagen die al ontvangen of aangevraagd werden of die aangevraagd kunnen worden voor de geplande onderzoeken;

3° voor het verkrijgen van een technische erkenning;

a) de bankrekenings- en ondernemingsnummers van de aanvrager;

b) een omschrijving van het product dat of van de dienst die uitgetest moet worden om aan te tonen dat het/hij de energie-efficiëntie verbetert of de CO₂-emissies helpt reduceren;

c) een lijst van de normen die door dat product of die dienst gehaald moeten worden;

d) een identificatie van de te controleren normen, van de uit te voeren tests en van de instelling die bevoegd is om die tests door te voeren;

e) een dienstenaanbod voor het doorvoeren van de tests waarvoor de toelage aangevraagd wordt;

4° voor het voeren van een onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050 of voor de uitvoering van een stappenplan 2050:

a) de bankrekenings- en ondernemingsnummers van de aanvrager;

b) desgevallend, de dienstenaanbiedingen voor de externe prestaties;

c) de raming van de samenhangende kosten;

d) desgevallend, de raming van de interne prestaties;

5° voor de voorbereiding, omkadering en opvolging van een vakovereenkomst;

a) de bankrekenings- en ondernemingsnummers van de aanvrager;

b) desgevallend, de dienstenaanbiedingen voor de externe prestaties;

c) de raming van de samenhangende kosten;

d) desgevallend, de raming van de interne prestaties;

6° voor de handelingen ter verbetering van de energie-efficiëntie :

a) de bankrekenings- en ondernemingsnummers van de aanvrager;

b) desgevallend, de dienstenaanbiedingen voor de externe prestaties;

c) de raming van de samenhangende kosten;

d) desgevallend, de raming van de interne prestaties.

Art. 22. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier betreffende de aanvraag van de toelage richt de Administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin aangegeven wordt dat het aanvraagdossier volledig is.

Indien het dossier onontvankelijk wordt verklaard, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het bericht van ontvangst, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager de gevraagde gegevens heeft overgemaakt na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, wordt door de Administratie een tweede bericht van ontvangst aan de aanvrager gestuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

Als de aanvrager de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, is de aanvraag onontvankelijk.

Binnen een maand na ontvangst van het bericht van ontvangst waaruit blijkt dat de aanvraag volledig is, laat de Administratie de aanvrager weten of zijn aanvraag al dan niet onontvankelijk is.

Art. 23. De Minister verleent de toelage voor een energieaudit, een globale energieaudit, een prehaalbaarheidsonderzoek, een haalbaarheidsonderzoek, een jaarlijkse opvolgingsaudit, een energieboekhouding, een technische erkenning, een onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050, een stappenplan 2050 of voor de voorbereiding, omkadering en opvolging van een vakovereenkomst naar gelang van de gegrondheid van de aanvraag.

Voor een energieaudit, een globale energieaudit, een prehaalbaarheidsonderzoek, een haalbaarheidsonderzoek, een jaarlijkse opvolgingsaudit of een energieboekhouding wordt de gegrondheid van de aanvraag beoordeeld naar gelang van :

1° de methodologie en de voorgestelde technische stiptheid;

2° de adequatie van het te onderzoeken project met de context van de onderneming;

3° de raming van de potentiële vermindering van het primaire energieverbruik en van de CO₂-emissies die *a priori* het gevolg zijn van de investeringen of van de te onderzoeken projecten, overeenkomstig de vereisten opgenomen in de overeenstemmende bijlagen;

4° de adequatie met de methodologische nota van kracht in het kader van de vakovereenkomsten, in voorkomend geval.

Voor een technische erkenning wordt de gegrondheid van de aanvraag beoordeeld als de tests voldoen aan de wettelijke voorschriften die toepasselijk zijn op het product of op het systeem.

Voor een onderzoek naar de relevantie van een stappenplan 2050 of voor een stappenplan 2050 worden de voorbereiding, omkadering en opvolging van een vakovereenkomst beoordeeld op grond van de adequatie van het project met de methodologische nota.

Voor de handelingen ter verbetering van de energie-efficiëntie wordt de gegrondheid van de aanvraag beoordeeld naar gelang van de weerslag van het project op de mobilisatie van de lidondernemingen ten opzichte van hun energiebeheer en van zijn bijdrage tot de verbetering van de energie-efficiëntie van die ondernemingen.

Art. 24. De beslissing tot toekenning van de toelage kan afhangen van de wijziging van bepaalde technische aspecten in het aanvraagdossier.

Art. 25. De Minister of zijn afgevaardigde kan de inhoud van de in dit hoofdstuk bedoelde documenten nader bepalen en de vorm en toepassingsmodaliteiten ervan vastleggen.

Afdeling 5 — Betaling van de toelage

Art. 26. § 1. De aanvraag tot betaling van de toelage voor de installatie van een energieboekhouding wordt bij de Administratie ingediend binnen twee jaar, met ingang van datum van kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de toelage.

De betaling wordt aangevraagd op basis van een verklaring van schuldvordering die door de onderneming in twee originele en voor echt verklaarde exemplaren ingediend wordt, samen met de bewijsstukken van de uitgaven en een eindrapport met de in de onderneming ingevoerde energieboekhouding, en na aanvaarding van dat rapport door de Minister of zijn afgevaardigde.

§ 2. De aanvraag tot betaling van de toelage voor een energieaudit, een globale energieaudit, een prehaalbaarheidsonderzoek, een haalbaarheidsonderzoek of een jaarlijkse opvolgingsaudit wordt bij de Administratie ingediend binnen een termijn van twee jaar die ingaat op de datum van kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de toelage.

De betaling wordt aangevraagd op basis van een verklaring van schuldvordering die door de onderneming in twee originele en voor echt verklaarde exemplaren ingediend wordt, samen met de bewijsstukken van de uitgaven en een eindrapport met de resultaten van het onderzoek.

§ 3. De aanvraag tot betaling van de toelage voor de uitvoering van een onderzoek naar de relevantie van een stappenplan 2050 of van een stappenplan 2050 wordt bij de Administratie ingediend binnen een termijn van drie jaar die ingaat op de datum van kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de toelage.

De betaling wordt aangevraagd op basis van een verklaring van schuldvordering die door de representatieve organisatie van ondernemingen of door de onderneming in twee originele en voor echt verklaarde exemplaren ingediend wordt, samen met de bewijsstukken van de uitgaven, met inbegrip van een overzicht van de interne prestaties en de diensten verleend door derden en van een openbaar eindrapport.

§ 4. De aanvraag tot betaling van de toelage voor de voorbereiding, omkadering en opvolging van een vakovereenkomst of voor de handelingen ter verbetering van de energie-efficiëntie wordt bij de Administratie ingediend binnen een termijn van twee jaar die ingaat op de datum van kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de toelage.

De betaling wordt aangevraagd op basis van een verklaring van schuldvordering die door de representatieve organisatie van ondernemingen in twee originele en voor echt verklaarde exemplaren ingediend wordt, samen met de bewijsstukken van de uitgaven, met inbegrip van een overzicht van de interne prestaties en de diensten verleend door derden en van een openbaar eindrapport.

§ 5. De beslissing tot toekenning vervalt als de termijnen bedoeld in de paragrafen 1 tot 4 niet nageleefd worden.

Art. 27. Binnen 10 werkdagen na ontvangst van de aanvraag tot betaling van de toelage richt de Administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin aangegeven wordt of het aanvraagdossier al dan niet volledig is.

Indien het dossier onvolledig is, beschikt de aanvrager over een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het bericht van ontvangst, om de ontbrekende gegevens te verstrekken.

Indien de aanvrager, na afloop van de termijn bedoeld in het tweede lid, de gevraagde gegevens heeft overgemaakt, wordt door de Administratie een tweede bericht van ontvangst aan de aanvrager gestuurd om hem mee te delen dat zijn dossier volledig is.

De beslissing tot toekenning vervalt als de aanvrager de gevraagde gegevens niet heeft verstrekt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid.

HOOFDSTUK III. — *Erkenning van de energieauditeurs*

Art. 28. De energieauditeurs kunnen erkend worden in de volgende vaardigheidsdomeinen :

- 1° gebouwen ;
- 2° industriële processen;
- 3° productie van hernieuwbare energie en warmtekraftkoppeling;
- 4° verlichting.

Art. 29. § 1. De erkenningen als energieauditeur kunnen verkregen worden door elke natuurlijke persoon die minstens de volgende voorwaarden vervult :

1° hetzij het bewijs leveren van minstens vijf jaar ervaring in het aangevraagde vaardigheidsdomein, hetzij beschikken over een diploma Master burgerlijk ingenieur, Master architectuur, Master in de industriële ingenieurswetenschappen;

2° onafhankelijk zijn van elke leverancier van energie, uitrustingen of werken bedoeld in de energieaudit, de globale energieaudit of het prehaalbaarheidsonderzoek; ».

3° minstens drie jaar voor de indiening van de erkenningsaanvraag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot intrekking van de erkenning in de vaardigheid die met de aangevraagde erkenning overeenstemt of van een beslissing tot niet hernieuwing van de erkenning van één jaar in de vaardigheid die overeenstemt met de erkenning aangevraagd overeenkomstig dit besluit, het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energie-efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE), het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA) of het besluit van de Waalse Regering van 28 maart 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan publiekrechtelijke personen en niet-commerciële instellingen voor de uitvoering van studies en werken voor de verbetering van de energieprestatie en het rationeel energiegebruik in de gebouwen (UREBA).

§ 2. De erkenningsaanvraag wordt ingediend d.m.v. het aanvraagformulier dat door de Administratie ter beschikking gesteld wordt.

Het erkenningsaanvraagdossier bevat de volgende elementen :

- 1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- 2° een afschrift van het vereiste diploma of elk document ter bevestiging van het ervaringsniveau vereist in paragraaf 1, 1°;
- 3° een omschrijving van de technische middelen waarover de aanvrager beschikt;
- 4° een afschrift van minstens drie audit- of onderzoeksrapporten opgemaakt door de aanvrager in de loop van de drie laatste jaren die aan de aanvraag voorafgaan en die betrekking hebben op elk van de vaardigheidsdomeinen waarvoor de aanvrager wenst erkend te worden.

§ 3. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het aanvraagdossier richt de Administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin aangegeven wordt dat het aanvraagdossier volledig is.

Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst ook gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

De Minister beslist over de erkenningsaanvraag binnen een termijn van vijfenveertig dagen die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt zestig dagen indien de aanvrager door de Minister of zijn afgevaardigde werd gehoord. De Minister geeft de aanvrager kennis van zijn beslissing binnen een termijn van vijfenzeventig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het volledige dossier. Die termijn bedraagt negentig dagen indien de aanvrager door de Minister of zijn afgevaardigde werd gehoord.

De erkenningsaanvraag wordt onderzocht op basis van de elementen die het aanvraagdossier inhoudt. De kwaliteit van de rapporten bedoeld in paragraaf 2, tweede lid, 4°, wordt onderzocht op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 4.

Desgevallend wordt de erkenning verleend voor een duur van vijf jaar die ingaat op de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

Art. 30. De erkenning kan hernieuwd worden als de energieauditeur in de loop van de verstreken erkenningsperiode minstens drie audits of onderzoeken overeenkomstig de voorschriften van dit besluit heeft gevoerd voor elk vaardigheidsdomein waarvoor de erkenning werd aangevraagd.

De hernieuwingsaanvraag wordt overeenkomstig artikel 29, § 2, ingediend, uiterlijk honderdtwintig dagen voor de vervaldatum van de erkenning. In dat geval wordt de erkenning verlengd totdat de Minister zich over de hernieuwingsaanvraag uitgesproken heeft.

De hernieuwingsaanvraag wordt overeenkomstig artikel 29, § 3, onderzocht.

Art. 31. § 1. Indien een aanvrager die houder is van één van de in paragraaf 1 van artikel 29 opgesomde diploma's zijn erkenningsaanvraag onmogelijk vergezeld kan laten gaan van de rapporten bedoeld in artikel 29, § 2, tweede lid, 4°, heeft de erkenning een duur van één jaar, te rekenen van de datum van kennisgeving van de beslissing van de Minister.

In het geval bedoeld in het eerste lid is de begunstigde van de erkenning verplicht een afschrift van de drie rapporten die hij in het kader van zijn erkenning heeft opgesteld binnen vijftien dagen na de opstelling ervan aan de Administratie over te maken.

De kwaliteit van de overgelegde rapporten wordt onderzocht op basis van de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 4.

§ 2. Binnen dertig dagen na ontvangst van de rapporten laat de Minister of zijn afgevaardigde de begunstigde weten of de controle bedoeld in het derde lid geen tekortkoming aan het licht brengt.

Uiterlijk veertig dagen voor de einddatum van het eerste erkenningsjaar deelt de Minister of zijn afgevaardigde aan de begunstigde mee dat zijn erkenning niet hernieuwd wordt als :

- 1° de controles bedoeld in het derde lid herhaalde tekortkomingen aan het licht gebracht hebben;
- 2° de erkende energieauditeur de rapporten bedoeld in het tweede lid niet overgelegd heeft.

Indien de controles bedoeld in paragraaf 1, derde lid, na afloop van het eerste erkenningsjaar geen herhaalde tekortkoming aan het licht gebracht hebben, wordt de erkenning door de Minister hernieuwd voor een periode van vier jaar, die hernieuwbaar is overeenkomstig artikel 30.

Art. 32. Onverminderd de sanctiemogelijkheden, kan de Administratie van de auditeur eisen dat hij verbeteringen aanbrengt in de audits of onderzoeken waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld.

De Minister of zijn afgevaardigde is bevoegd om controle te voeren op de audits of onderzoeken die door de erkende energieauditeurs worden verricht.

Als de Minister of zijn afgevaardigde tekortkomingen vaststelt in een audit of een onderzoek, verwittigt hij de auditeur in een schrijven.

In dat schrijven wordt gewag gemaakt van bedoelde audit- of onderzoeksrapporten, alsook van de in bijlage 4 opgenomen kwaliteitscriteria op grond waarvan de tekortkoming is vastgesteld en wordt de erkende auditeur voor verhoor uitgenodigd. Tijdens zijn verhoor laat de erkende auditeur zijn argumenten m.b.t. de vastgestelde tekortkomingen gelden. Na dat verhoor of als de erkende energieauditeur weigert te worden gehoord, beslist de Minister, in voorkomend geval, een waarschuwing te verzenden of de erkenning op te schorten of in te trekken.

De Minister of zijn afgevaardigde kan een sanctie opleggen aan de auditeur die een audit of een onderzoek gevoerd heeft die/dat niet voldoet aan de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 4. Hij geeft de energieauditeur kennis van zijn beslissing.

De erkenning die aan een energieauditeur verleend wordt krachtens :

1° het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA);

2° het besluit van de Waalse Regering van 28 april 2013 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA),

wordt voor de overeenstemmende vaardigheden opgeschort voor dezelfde duur als degene die de Minister bepaalt voor de overeenkomstig dit besluit opgeschorte erkenning of eindigt van rechtswege als de krachtens dit besluit verleende erkenning ingetrokken wordt.

Art. 33. De lijst van de energieauditeurs die erkend zijn als energieauditeur gebouwen, als energieauditeur industriële processen, als energieauditeur productie van hernieuwbare energie en warmtekrachtkoppeling en als energieauditeur verlichting wordt door de Administratie bekendgemaakt en bijgehouden.

HOOFDSTUK IV. — *Bijkomende erkenning i.v.m. de vakovereenkomsten van de erkende energieauditeurs*

Art. 34. § 1. De bijkomende erkenning i.v.m. de vakovereenkomsten kan verkregen worden door elke natuurlijke persoon die minstens de volgende voorwaarden vervult :

1° beschikken over de erkenningen als energieauditeur gebouwen, industriële processen en hernieuwbare energie en warmtekrachtkoppeling voor een periode van vijf jaar;

2° het bewijs leveren van ervaring inzake de energie-aspecten op industriegebied;

3° een technisch-industriële studiedag gevolgd hebben overeenkomstig de voorschriften van de methodologische nota;

4° minder dan drie jaar voor de indiening van de bijkomende erkenningsaanvraag niet het voorwerp hebben uitgemaakt van een beslissing tot intrekking van de bijkomende erkenning.

§ 2. De aanvraag om een technische-industriële studiedag te volgen wordt ingediend bij de Administratie.

Het aanvraagdossier bevat minstens de volgende elementen :

1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;

2° de referenties ter bevestiging van zijn ervaring inzake de energie-aspecten op industriegebied.

§ 3. Binnen tien werkdagen na ontvangst van het aanvraagdossier tot deelname aan de technisch-industriële studiedag, richt de Administratie aan de aanvrager een bericht van ontvangst waarin aangegeven wordt dat het aanvraagdossier volledig is. Indien het aanvraagdossier onvolledig is, wordt in het bericht van ontvangst gewezen op de ontbrekende stukken en wordt gepreciseerd dat de procedure hervat wordt op de datum van ontvangst van het al dan niet volledige dossier.

Binnen zes maanden na ontvangst van het volledige aanvraagdossier, richt de Administratie aan de aanvrager informatie over de volgende technisch-industriële studiedag.

Het bijkomende erkenningscertificaat wordt gestuurd aan de aanvrager binnen drie maanden, te rekenen van de datum van opvolging van de technisch-industriële studiedag.

De bijkomende erkenning i.v.m. de vakovereenkomsten wordt verleend voor een periode van hoogstens twee jaar of voor de kortste overblijvende duur van de erkenning als energieauditeur gebouwen of van de erkenning als energieauditeur industriële processen of van de erkenning inzake hernieuwbare energieën als die duur korter is dan twee jaar.

§ 4. De hernieuwingsaanvraag wordt onderzocht volgens de procedure die in de paragrafen 2 en 3 vastligt. Als het verzoek om de technisch-industriële studiedag te volgen evenwel zes maanden voor de vervaldatum van de bijkomende erkenning wordt ingediend, wordt ze verlengd, desnoods tot het tijdstip waarop de technisch-industriële studiedag door de Administratie georganiseerd wordt.

Art. 35. De Minister of zijn afgevaardigde is bevoegd om controle te voeren op de audits en onderzoeken die verricht worden door een erkende energieauditeur die over de bijkomende erkenning i.v.m. de vakovereenkomsten beschikt.

De Minister kan een sanctie opleggen aan de auditeur die een audit of een onderzoek gevoerd heeft die/dat niet voldoet aan de kwaliteitscriteria opgenomen in bijlage 4.

Onverminderd de sanctiemogelijkheden, kan de Administratie van de auditeur eisen dat hij verbeteringen aanbrengt in de audits of onderzoeken waarvan de slechte kwaliteit is vastgesteld.

Als de Minister of zijn afgevaardigde tekortkomingen vaststelt in een audit of een onderzoek, verwittigt hij de auditeur in een schrijven.

In dat schrijven wordt gewag gemaakt van bedoelde audit- of onderzoeksrapporten, alsook van de in bijlage 4 opgenomen kwaliteitscriteria op grond waarvan de tekortkoming is vastgesteld en wordt de erkende auditeur voor verhoor uitgenodigd. Tijdens zijn verhoor laat de erkende auditeur zijn argumenten m.b.t. de vastgestelde tekortkomingen gelden. Na dat verhoor of als de erkende energieauditeur weigert te worden gehoord, beslist de Minister, in voorkomend geval, een waarschuwing te verzenden of de erkenning op te schorten of in te trekken.

De Minister of zijn afgevaardigde geeft de energieauditeur kennis van zijn beslissing.

Art. 36. De lijst van de erkende energieauditeurs die houder zijn van de bijkomende erkenning i.v.m. de vakovereenkomsten wordt door de Administratie bekendgemaakt en bijgehouden.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 37. De aanvragen van toelagen ingediend voor de inwerkingtreding van dit besluit blijven onderworpen aan het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE).

Art. 38. Dit besluit is van toepassing op de aanvragen van toelagen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit onderzocht worden in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE).

Art. 39. Dit besluit is van toepassing op de erkenningen verleend voor de inwerkingtreding van dit besluit in het kader van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE), onder de volgende voorwaarden :

1° er wordt een erkenning als energieauditeur verleend aan de erkende auditeurs die hun erkenning verkregen hebben in één van de volgende vaardigheidsdomeinen :

- a) globale energieaudit van gebouwen;
- b) audit van verwarmings-, ventilatie- en airconditioningsystemen;

2° er wordt een erkenning als energieauditeur verlichting verleend aan de erkende auditeurs die hun erkenning verkregen hebben in het vaardigheidsdomein betreffende de uitvoering van audits van verlichtingsystemen :

3° er wordt een erkenning als energieauditeur industriële processen verleend aan de erkende auditeurs die hun erkenning verkregen hebben in het vaardigheidsdomein betreffende de uitvoering van audits van industriële processen;

4° er wordt een erkenning als energieauditeur productie hernieuwbare energie en warmtekrachtkoppeling verleend aan de erkende auditeurs die hun erkenning verkregen hebben in het vaardigheidsdomein betreffende de uitvoering van audits van systemen voor energieproductie vanaf hernieuwbare bronnen.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 40. In geval van overtreding van dit besluit of van het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE) kan de begunstigde gedurende tien jaar, te rekenen van de datum waarop de overtreding werd vastgesteld, geen nieuwe toelage aanvragen in de zin van die besluit.

Art. 41. Het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privé-sector (AMURE), zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 september 2010 en bij het besluit van de Waalse Regering van 2 februari 2012, wordt opgeheven.

Art. 42. Dit besluit en de desbetreffende bijlagen treden in werking op de datum waarop ze ondertekend worden, met uitzondering van de hoofdstukken 3 en 4 die de artikelen 28 tot 36 inhouden en van de bijlagen 4 en 5, die in werking treden op de datum waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

Art. 43. Dit besluit kan geïdentificeerd worden met het woord « AMURE ».

Art. 44. De Minister bevoegd voor het energiebeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 1

Minimumbestek voor de invoering van een energieboekhouding

1. Doelstelling

De energieboekhouding dient om het geheel van de energieverbruiken van een onderneming in de tijd te volgen en argumenten aan te leveren voor de beslissingen die inzake energiebeheer getroffen moeten worden, waarbij meer bepaald voorzien wordt in :

1° de inzameling, verwerking en verstrekking van informatie over de energievectoren die verbruikt worden per technische exploitatie-eenheid, systeem, product, verbruiksplaats, dienst, gebruik of entiteit;

2° de vaststelling van verbruiksratio's per technische exploitatie-eenheid, systeem, product, verbruiksplaats, dienst, gebruik of entiteit;

3° een alarm- en controlefunctie die bij buitensporig energieverbruik in werking treedt;

4° de evaluatie van de impact van de uitgevoerde maatregelen.

2. Vereisten

§ 1. De energieboekhouding dient het volgende mogelijk te maken :

1° de inzameling, in fysische eenheden, van de energieverbruiken, productievolumes en de verschillende gebruiken ervan, per vector en bestemming, ongeacht prijzen en tarieven, voor minimum 75 % van de totale energieverbruiken van de locatie;

- 2° de automatische repatriëring van de gegevens naar een centralisatiepunt;
- 3° de opbouw van indicatoren die gebaseerd zijn op, ondermeer, de specifieke verbruiken;
- 4° een regelmatige opvolging, minstens maandelijks, van de stand van zaken over de tijd heen, zodat snel op buitensporig verbruik, op onregelmatigheden enz. gereageerd kan worden;
- 5° het in overweging nemen van elke belangrijke variatie van het geproduceerde mengsel, van het productieniveau, van verandering van procédé;
- 6° de integratie van alle stappen in het informatiebeheer : verwerving en verwerking van de relevante gegevens, opbouw van operationele indicatoren, mededeling aan de personen die maatregelen kunnen treffen, constante opvolging van de evolutie. De resultaten dienen meer bepaald voorgesteld te worden in de vorm van een betere energie-efficiëntie en een betere energiebalans in absolute zin

§ 2. Bij de werking van een energieboekhouding worden drie fases onderscheiden :

1° de inzameling van de gegevens :

Door het verzamelen van de gegevens wordt de identificatie van de systemen en de verbruiksplaatsen mogelijk gemaakt, met in voorkomend geval onderscheid in de verschillende gebruiksvormen. Daardoor wordt een globaal inzicht in het verbruik verkregen.

Elk systeem, elke productielijn en elke verbruiksplaats dienen geïdentificeerd te worden door :

- a) de gebruikte energievectoren;
- b) het gebruik van de energie;
- c) de wijze van bevoorrading (teller of opslag);
- d) de fysische teleenheid (liter, m³, kg, Wu...);
- e) de vermenigvuldigingsfactor tussen de index en de fysieke teleenheid;
- f) de omzettingfactor voor de standaardisering van de consumptie in kWu.

2° Verwerking van de gegevens :

De gemeten gegevens worden geregistreerd en verwerkt worden met het oog op :

- a) de standaardisering van het energieverbruik uitgedrukt in eenzelfde energie-eenheid : MWu;
- b) de berekening van het energieverbruik in een primaire energie-eenheid;
- c) de uitschakeling van de invloed van strenge weersomstandigheden in de opmetingen van het energieverbruik door ze terug te brengen tot de referentiële weersituatie via de techniek van de dagtemperaturen;
- d) de berekening van de CO₂-emissies voor een referentiële weersituatie;
- e) de vaststelling voor elk systeem en elke verbruiksplaats van de vergelijkende ratio's alsook van een efficiëntietabel, rekening houdend met het gebruikpercentage van het gebouw, het productiesysteem of de productielijn. Elke beheerder kiest de criteria uit die hem het meest relevant lijken.

3° Interpretatie en presentatie van de resultaten :

Om de resultaten te interpreteren en er operationele conclusies uit te trekken is het noodzakelijk een goede kennis te hebben van de gebruiksvormen waarop de verbruiksplaatsen betrekking hebben.

De aanvrager moet een persoon aanwijzen die verantwoordelijk is voor het toezicht en de exploitatie van de gegevens.

Met de resultaten moet het mogelijk zijn om in voorkomend geval ondermeer de volgende elementen waar te nemen :

- a) fouten bij de lezing, codering en plots buitensporig verbruik;
- b) reguleringsproblemen;
- c) geleidelijk buitensporig verbruik (gebrek aan onderhoud van de uitrustingen,...);
- d) gratis aanvoer van verwarming in de zomermaanden;
- e) het bestaan van gebruiksvormen die losstaan van strenge weersomstandigheden of van de productie;
- f) de vaststelling van een referentie-energieconsumptiepeil;
- g) de vaststelling van een referentiebudget voor energie-uitgaven;
- h) de besparingen verkregen dankzij de opgezette projecten.

De resultaten dienen duidelijk voorgesteld te worden (grafiek, tabel,...) zodat ze begrepen en geïnterpreteerd kunnen worden door niet gespecialiseerde personen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 2

Minimumbestek voor de energieaudit en de globale energieaudit

1. Doelstelling

De energieaudit of de globale energieaudit van een onderneming dient om de opdrachtgever op eenvoudige maar duidelijke wijze een stand van de energie-efficiëntie van de in omstandigheden van reël gebruik geauditeerde onderneming over te leggen, alsook de verbeteringen die eraan aangebracht kunnen worden en de energiebesparingen die daaruit voortvloeien. De audit moet voorzien in het opmaken van een globaal actieplan aan de hand waarvan de te ondernemen acties hiërarchisch ingedeeld worden en de verbetering van de energie-efficiëntie van de onderneming beoogd wordt door het beoordelen van de relevantie van een uit te voeren investering die bestemd is om :

1° energie rationeler te gebruiken;

2° gebruik te maken van hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitsvolle warmtekoppeling.

Dat globale actieplan bestaat uit het geheel van de maatregelen die de onderneming in de loop van de komende jaren zal doorvoeren, met inbegrip van de investeringen waarmee die doelstelling gehaald kan worden. Het omvat een gecijferde raming van de efficiëntie van elk van die maatregelen (vermindering van de energieverbruiken, kosten), alsook een tijdschema met de fasering van de investeringen die in de tijd toegestaan zullen worden.

2. Vereisten

§ 1. De globale energieaudit moet ondermeer het volgende vaststellen :

1° een omschrijving van de kenmerken van de onderneming en de gebruiken ervan naar gelang van energieoverwegingen, met inbegrip van de beheerssystemen en de sleutelparameters van de regulering;

2° een globale analyse van de energiestromen van de onderneming, namelijk de energieverbruiken voor de laatste drie kalenderjaren per energievectoren (gas, stookolie, elektriciteit, steenkool, enz.), uitgedrukt in fysische eenheden (kWu, ton, liter...), in kWu en genormaliseerd (teruggebracht tot een jaar met normale weersomstandigheden - voor de gebruiksvormen die zulks rechtvaardigen), wat resulteert in een tabel van de eindverbruiken omgezet in primaire energie (MWup) en in CO₂-emissies (kg CO₂) (op grond van de omzettingcoëfficiënten die desgevallend in de methodologische nota AdB zijn medegedeeld);

3° een identificatie van de in voorrangsorte ingedeelde punten waarop de energie-efficiëntie van de onderneming verbeterd kan worden, met inbegrip van het gebruik van hernieuwbare energiebronnen en kwaliteitsvolle warmtekoppeling;

4° de jaarlijkse boekhouding, op schaal van de onderneming, van de energieverbruiken en de productievolumes (in fysische eenheden), per product en, eventueel, per productielijn of -fase;

5° de opbouw van indicatoren die gebaseerd zijn op, ondermeer, de specifieke verbruiken;

6° de identificatie, de gegrondheid en de technisch-economische evaluatie van de beste projecten tot verhoging van de energie-efficiëntie en van de varianten ervan, op basis van, ondermeer, de volgende criteria :

a) de technisch-economische kwaliteit;

b) de aanvaardbaarheid door de onderneming, met name ten opzichte van haar interne organisatie en de vereiste onderhoudsactiviteiten;

c) de potentiële vermindering van het primaire energieverbruik;

d) de potentiële vermindering van de CO₂-emissies;

De audit moet het uitwerken van een globaal actieplan ter verhoging van de energie-efficiëntie van de onderneming mogelijk maken.

§ 2. Het auditrapport bevat ondermeer :

1° de doelstelling van de audit (welke vectoren worden in de audit onderzocht, eventuele beperkingen,...);

2° de werkhypothese : de parameters die gebruikt worden in de audit (Conversiefactoren - PCI, PCS, CO₂-emissiecoëfficiënten - kosten van de verschillende vectoren,...) moeten duidelijk vermeld worden;

3° de algemene voorstelling van de kenmerken van de ondernemingen;

4° de analyse van de verbruiken - idealiter over minimum 3 jaar voor elke geanalyseerde vector - (in brutowaarden, desgevallend bijgestuurd); desgevallend, evolutie van het verbruik over een gegeven periode (burgerlijk jaar, zomerperiode,...) die overgangverschijnselen aan het licht kan brengen (kwartierpiek, verbruikspiek,...);

5° de uitvoerige beschrijving van de gebouwen en uitrustingen alsook de eventuele tekortkomingen ervan;

6° de energiebalans (op grond van berekeningen);

7° gedetailleerde verbeteringsvoorstellen, gecijferd inzake kosten, energiebesparing, vermindering van de emissies van verontreinigende gassen en rendabiliteit - de verbeteringen moeten voorgesteld worden in een logische volgorde of in voorrangsorte (gemotiveerd door de staat van de uitrustingen, de gegenereerde besparingen en de rendabiliteit), rekening houdend met de weerslag van elk van hen op de volgende; er zal een bijzondere aandacht geschonken worden aan het in overeenstemming brengen van de behoeften met het voorgestelde materieel;

8° het eventueel beroep op technologieën zoals warmtekoppeling, het gebruik van hernieuwbare energiebronnen;

9° de beschikbare hulpmiddelen voor de verschillende overwogen verbeteringen (bron, bedrag, ...);

10° de conclusies, die duidelijk moeten zijn en geïnterpreteerd moeten kunnen worden door een persoon die geen specifieke kennis heeft in de behandelde domeinen.

§ 3. De voorgestelde verbeteringen moeten rekening houden met de vereisten (ondermeer inzake energie) van kracht in de verschillende regelgevingen.

De verschillende berekeningen worden, samen met hun hypothesen en de gebruikte parameters, in bijlage verstrekt indien ze niet noodzakelijk deel uitmaken van de audit.

§ 4. Hetzelfde patroon wordt aangewend voor een energieaudit betreffende een bijzonder gebruik, waarbij de analyse gericht wordt op bedoeld gebruik.

De Minister is bevoegd om de inhoud van de audit en van het rapport aan te vullen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 3

Minimumbestek voor het voeren van een onderzoek naar de prehaalbaarheid van een investering

1. Doelstelling :

Het onderzoek naar de prehaalbaarheid van een investering dient om de ondernemingen in staat te stellen de relevantie te evalueren van een investering met het oog op een rationeler energiegebruik of op de ontwikkeling van het gebruik van hernieuwbare energie of kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling. Het beoogt de bepaling van de predimensionering en van de meest interessante technische, energetische en economische kenmerken van een investering, waarbij geenszins verwezen wordt naar een specifiek type of merk met betrekking tot die investering. Het onderzoek moet verschillende hypotheses uittesten.

2. Vereisten :

De haalbaarheidsvoorstudie voor een investering dient volgende bestanddelen te bevatten :

1° de voorstelling van de energiebehoeften waaraan de investering moet voldoen en de effectieve energieverbruiken voor de investering;

2° de werkhypothesen :

3° de berekening van de technische dimensionering van de investering en de referentiegrootheden waarvan gebruik is gemaakt voor de berekeningen moeten duidelijk aangegeven worden;

4° de identificatie en de gegrondheid van de relevantie van het aanvankelijk geanalyseerde project en van de varianten ervan, op grond van, ondermeer, de volgende criteria : de technisch-economische kwaliteit, de aanvaardbaarheid door de onderneming, met name ten opzichte van haar interne organisatie;

5° desgevallend, de globale energiebalans, rekening houdend met het voorgestelde systeem, de bestaande systemen, de wijze van regulering ervan en de interactie ervan;

6° in voorkomend geval, een evaluatie van de dwingende gebruiksvoorwaarden (onderhoud,...);

7° een evaluatie van de primaire energie- en CO₂-besparingen;

8° een raming van de economisch kost van de investering;

9° een raming van het terugverdieneffect van de investering;

10° de gegrondheid van de keuze van de vooropgestelde technieken en voorzieningen.

Voor het gebruik van de biomassa worden de aanbevelingen en opleggingen van het Waarnemingscentrum van de biomassa in aanmerking genomen zodra ze geofficialiseerd zijn.

De Minister is bevoegd om de inhoud van het prehaalbaarheidsonderzoek te herzien.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 4

**Kwaliteitscriteria geanalyseerd door de Administratie
in het kader van de erkenningsprocedure en van de betaling van de toelage**

Criterium 1 : Doelstellingen, hypothesen en stand van zaken :

1° doelstelling van de audit of van het onderzoek : vectoren onderzocht in de audit, eventuele beperkingen,...;

2° werkhypothesen : parameters gebruikt in de audit (Conversiefactoren - PCI, PCS, CO₂-emissiecoëfficiënten - kosten van de verschillende vectoren,...);

3° stand van zaken : algemene voorstelling van de kenmerken van het gebouw (of de gebouwen) (bouwjaar, architectuur, bestemming, gebruikte oppervlakte,...), of van het industrieel proces of van het nut (damp, gedrukte lucht, enz).

Criterium 2 : Analyse van de toestand

1° analyse van de verbruiken - idealiter over minimum drie jaar voor elke geanalyseerde vector - (in brutowaarden, gecorrigeerd naar gelang van de graden-dagen, eventueel : vergelijking met een benchmark,...); desgevallend, evolutie van het verbruik over een gegeven periode (burgerlijk jaar, zomerperiode,...) die overgangsverschuiven aan het licht kan brengen (kwartierpiek, verbruikspiek,...);

2° uitvoerige omschrijving van het industrieel proces, van het nut of van het omhulsel van het gebouw en van de uitrustingen met hun eventuele gebreken;

3° energiebalans (gegrond op berekeningen - bijvoorbeeld voor een gebouw : waarden van de transmissiecoëfficiënten, schatting van de luchtverversing, berekening van de warmteverliezen, rendementen van de installatie,...).

Criterium 3 : voorstellen van gecijferde verbeteringen voor de audits en onderzoeken

1° verbeteringsvoorstellen overgelegd in een logische volgorde of in voorrangsorte (gemotiveerd door de staat van het gebouw en de uitrustingen, de gegenereerde besparingen en de rendabiliteit), rekening houdend met de weerslag van elk van hen op de volgende, waarbij aandacht geschonken wordt aan het in overeenstemming brengen van de behoeften met het voorgestelde materieel;

2° de verbeteringsvoorstellen moeten rekening houden met het mogelijke gebruik van hernieuwbare energiebronnen of kwaliteitsvolle warmtekrachtkoppeling.

Criterium 4 : Kennis van de mechanismen inzake financiële tegemoetkomingen van de overheid : beschikbare steun voor de verschillende overwogen verbeteringen (bronnen, bedragen,...)

Criterium 5 : Conclusies

Bondige opsomming van de meest relevante beslissingen die genomen moeten worden met het oog op de verbetering van de toestand naar gelang van de doelstelling.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 5

Factoren betreffende de conversie van primaire energie in energetische CO₂-emissies

Hier worden de CO₂-emissies i.v.m. het gebruik (en dus de productie) van de verschillende energievectoren die door de onderneming verbruikt worden in overweging genomen. Er zal zoveel mogelijk gebruik gemaakt worden van conventionele conversiefactoren.

Bij overeenkomst worden slechts CO₂-emissies in overweging genomen, niet het geheel van de broeikasgasemissies. Anderzijds zullen dan weer alleen de energetische CO₂-emissies in overweging genomen worden.

De niet-energetische CO₂-emissies zijn emissies die zich voordoen in de industriële processen die niet voorkomen uit de verbranding van fossiele brandstoffen. Ze zijn te wijten aan de aanwezigheid van een bepaalde hoeveelheid koolstof in de grondstoffen die in het proces ingevoerd worden en waarvan een deel in CO₂ verwerkt wordt en in de lucht ontsnapt of aan een zuiver gebruik van CO₂ waarvan een deel in de lucht verloren gaat. De industriële handelingen die bronnen zijn van niet-energetische CO₂-emissies zijn ondermeer de ontharding van kalksteen in klinker- of kalkovens, de ontkoling van ruwijzer in de zuurstofstaalfabriek, de « reforming » van het aardgas bij de voorbereiding van ammoniak, het gebruik van CO₂ als gedroogd gas bij sommige voedingsmiddeltoepassingen, de injectie van CO₂ in dranken zodat ze koolzuurhoudend worden, het potentieel gebruik van CO₂ als drijfgas of schuimagent bij de fabricage van synthetisch schuim, of de zuivering van afvalwater.

Conversie van primaire energie in energetische CO₂-emissies

Elektriciteit (niet hernieuwbaar) De conversiefactor betreffende niet hernieuwbare elektriciteit wordt berekend in de veronderstelling dat ze opgewekt wordt door een centrale met een globaal productie- en distributierendement van 40 % die op aardgas werkt. De conversiefactor in CO₂-emissies bedraagt bijgevolg 55,8 kg/GJp of 200,9 kg CO₂/MWup, of 502,2 kg CO₂/MWue (waarbij MWue in eindenergie uitgedrukt wordt).

Hernieuwbare elektriciteit In dit geval wordt uitgegaan van een nul-emissie van energetische CO₂, dus 0 kg CO₂/GJp.

Brandstoffen (fossiele energieën, alternatieve brandstoffen, fatale gassen, biomassa...) De gebruikte standaardcoëfficiënten zijn degene die door het IPCC voorgesteld worden. De voornaamste zijn in onderstaande tabel opgenomen.

De IPCC-richtlijnen (1996a) bepalen dat de CO₂-emissies i.v.m. de verbranding van biomassa voor de productie van energie niet in de inventaris opgenomen zijn omdat verondersteld wordt dat ongeveer een gelijkwaardig CO₂-bedrag door de groei van nieuwe teelten opgevangen wordt. De emissiefactor voor de biomassa wordt dus als nul beschouwd. Dit betreft brandhout, de recuperatiebrandstof gebruikt in de papiersector en de biomassa gebruikt als hernieuwbare energie.

	(kg CO ₂ /GJp)	(kg CO ₂ /MWup)
steenkool	92,7	333,7
cokes van cokesfabrieken	106,0	381,6
bruinkool	99,2	357,1
steenbergruikool	92,7	333,7
teer	100,6	362,2
extra zware stookolie	76,6	275,6
stookolie	73,3	263,9
kerosine	70,8	254,9
benzine	68,6	247,0
LPG	62,4	224,6
raffinaderijgas	72,6	261,4
petroleumcokes	99,8	359,3
overige olieproducten	72,6	261,4
aardgas	55,8	200,9
gas uit cokesfabrieken	47,4	170,6
gas uit hoogovens	256,8	924,5
recup. papierbrij & papier	0,0	0,0
overige afvalstoffen	88,0	316,8
brandhout	0,0	0,0
overige brandstoffen	72,6	261,4

Opmerking : In bovenstaande tabel sluiten de woorden « overige brandstoffen » elke biomassa uit.

Als de onderneming aan de « ETS » (Emission Trading System) deelneemt, kan ze als CO₂-emissiefactoren de waarden terugnemen die geboekt werden voor hun aangifte in het kader van de opvolging van de ETS-richtlijn. Als een onderneming aan een vakovereenkomst deelneemt of een beroep doet op de conversiefactoren van de ETS, dan zal ze die moeten gebruiken gedurende de hele periode van de overeenkomst, m.a.w. voor alle rapporten i.v.m. haar deelname aan een overeenkomst en al haar aanvragen van amure-toelagen.

De Minister is bevoegd om de conversiefactoren te herzien voor elke energiebron.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 6

Bevoegdheden van de energieauditeurs

	Globale energieaudit	Energieaudit	Prehaalbaarheidsonderzoek	Haalbaarheids- onderzoek	Jaarlijkse opvol- gingsaudit
Onderneming die geen intentieverklaring ondertekend heeft	Energieauditeur erkend tegelijkertijd in de vaardigheden gebouwen, industrieel proces en hernieuwbare energie-warmtekrachtkoppeling	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	/	/
Onderneming die een intentieverklaring ondertekend heeft	Energieauditeur erkend tegelijkertijd in de vaardigheden gebouwen, industrieel proces en hernieuwbare energie-warmtekrachtkoppeling met bijkomende erkenning vakovereenkomst	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid voor de onderzoeken gesubsidieerd naar rato van 50 % en die bovendien over de bijkomende erkenning vakovereenkomst beschikt voor de onderzoeken gesubsidieerd naar rato van 75 %	/	/
Onderneming die een vakovereenkomst ondertekend heeft	Energieauditeur erkend tegelijkertijd in de vaardigheden gebouwen, industrieel proces en hernieuwbare energie-warmtekrachtkoppeling met bijkomende erkenning vakovereenkomst	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid met bijkomende erkenning vakovereenkomst	Energieauditeur erkend in de overeenstemmende vaardigheid met bijkomende erkenning vakovereenkomst	Energieauditeur	Energieauditeur erkend in de vaardigheden gebouwen en industrieel proces met bijkomende erkenning vakovereenkomst of interne dienstverleners die de in artikel 15, eerste lid, bedoelde opleiding gevolgd hebben

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 7

Subsidiëringspercentage voor de ondernemingen

	Invoering van een energieboekhouding	Globale energieaudit	Energieaudit	Prehaalbaarheidsonderzoek	Haalbaarheidsonderzoek	Jaarlijkse opvolgingsaudit	Technische erkenning van een product
Onderneming die geen intentieverklaring ondertekend heeft	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €
Onderneming die een intentieverklaring ondertekend heeft	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	75 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	75 % voor de twee eerste onderzoeken inzake hernieuwbare energie 50 % voor de rest met een jaarlijks maximum van 320.000 €	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €
Onderneming die een vakovereenkomst ondertekend heeft	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	75 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	75 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	75 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	75 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €	75 % met een jaarlijks maximum van 4.000 €	50 % met een jaarlijks maximum van 320.000 €

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

BIJLAGE 8

Subsidiëringspercentage voor de representatieve organisaties van ondernemingen of voor ondernemingen die een vakovereenkomst ondertekend hebben zonder bemiddeling van een representatieve organisatie

	Onderzoek naar de relevantie van het stappenplan 2050	Stappenplan 2050	Vorbereiding, omkadering en opvolging van een vakovereenkomst	Actie ter verbetering van de energie-efficiëntie van een sector
Representatieve organisaties van ondernemingen die geen vakovereenkomst ondertekend hebben	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking	100 % met een jaarlijks maximum van 20.000 €
Representatieve organisaties van ondernemingen die een vakovereenkomst ondertekend hebben	100 % * 1	100 % * 1	100 % * 1	Komt niet in aanmerking
Ondernemingen die een vakovereenkomst ondertekend hebben zonder bemiddeling van een representatieve organisatie	100 % met een jaarlijks maximum van 20.000 €	100 % met een jaarlijks maximum van 20.000 €	Komt niet in aanmerking	Komt niet in aanmerking

* 1 Voor deze drie posten samen is het jaarlijkse maximumbedrag gelijk aan 80.000 €

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2014 tot toekenning van toelagen aan de ondernemingen en aan de representatieve organisaties van ondernemingen ter verbetering van de energetische efficiëntie en ter bevordering van een rationeler gebruik van de energie in de privé-sector (AMURE).

Namen, 27 februari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET